

## Un Premier ministre pour ne pas gouverner

✓ Avec l'option d'une nomination de Thierry Beaudet à Matignon, on aurait le parfait aboutissement de la piteuse séquence de la dissolution, des deux mois de gouvernement réduit à l'expédition des affaires courantes, et de la litanie des consultations tous azimuts menées par l'Elysée.

Pour comprendre ce que pourrait apporter au pays le choix du président du

Cese, il suffit de s'interroger sur ce qu'apporte cette assemblée économique, sociale et citoyenne (citoyenne...)? La réponse est simple : rien. Sauf, bien sûr, un coût de fonctionnement, des charges et un protocole pesant. Mais pour le reste, le Cese n'a ni fonction, ni rôle constitutionnel, il n'est ni un rouage incontournable du fonctionnement des institutions, ni une assemblée de sages dont

on attend avec avidité les avis, mieux encore les conseils. En revanche, il produit à la demande des rapports longs et ennuyeux, accueille des colloques sans fin, parfois dans le cadre mitigé de la convention citoyenne.

Thierry Beaudet a derrière lui une belle carrière dans l'univers de la mutualité, ce royaume du consensus mou et des arrangements entre amis. L'homme

a acquis avec talent tous les codes de cet univers teinté à gauche dans lequel le bon sentiment et le politiquement correct sont des prérequis. A Matignon, cela donnerait un Premier ministre avide de palabres, rodé aux tables rondes et aux débats interminables. Pas à l'action.

Mais après tout, peut-être est cela qu'il faut pour la France ? Ne pas être gouvernée puisqu'elle est, en l'état,

ingouvernable. Thierry Beaudet, s'il était choisi, ne générerait pas Emmanuel Macron - la qualité numéro un recherchée par le Président. Pour le reste, tout dépendrait des ministres choisis, de leur poids et de la couleur politique qui s'en dégagerait. Le début d'une autre séquence.

Nicolas Beytout  
@nicolasbeytout

Le Président va-t-il surprendre en désignant pour Matignon Thierry Beaudet, peu connu du public ? Rien n'est fait et l'option Bernard Cazeneuve pourrait faire son retour

# Matignon : Macron teste un scénario société civile

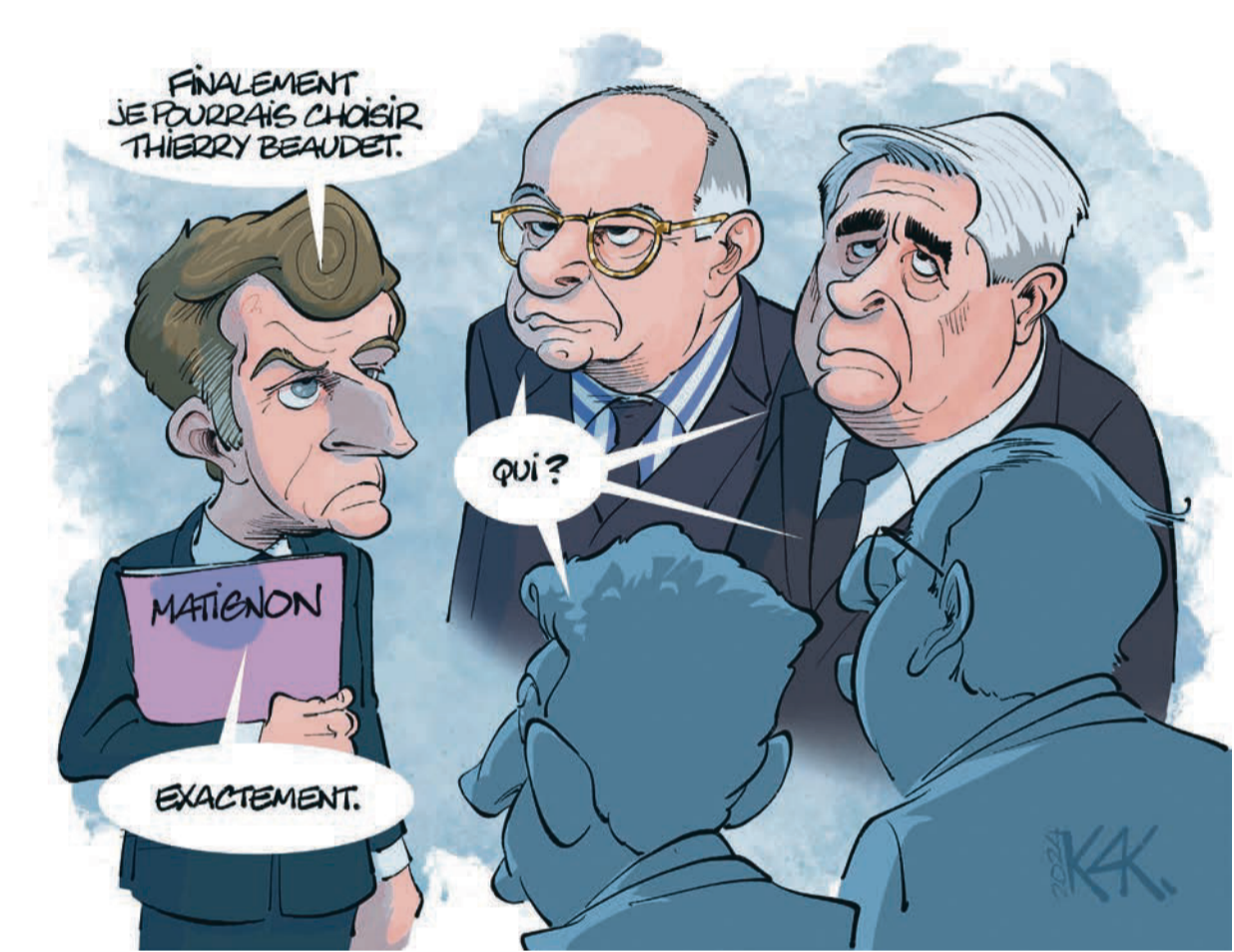
## Surprise

Lundi 2 septembre, Emmanuel Macron a reçu à l'Elysée Bernard Cazeneuve, François Hollande, Nicolas Sarkozy, Xavier Bertrand, Gérard Larcher, Gabriel Attal et François Bayrou. Il devait s'entretenir au téléphone avec Edouard Philippe et Yaël Braun-Pivet. Le chef de l'Etat mène ces consultations pour désigner un Premier ministre.

Corinne Lhaïk

DROITE, GAUCHE. Gauche, droite. Ces derniers temps, la nomination du Premier ministre ressemblait à un match de tennis. Les 23 et 26 août, Emmanuel Macron consulte tous les partis. Il élimine l'hypothèse Lucie Castets. Mais regarde du côté d'une gauche de gouvernement raisonnable : elle a le visage de Bernard Cazeneuve. Il sait que la Droite républicaine de Laurent Wauquiez ne soutiendra pas un ministre LR. Mais envisage la désignation de Xavier Bertrand, membre de ce parti.

D'ailleurs, le lundi 2 septembre, il reçoit officiellement à l'Elysée ces deux hôtes potentiels de Matignon. Il a pourtant un autre nom en tête, celui de Thierry Beaudet. En optant pour le président du Conseil économique, social et environnemental (Cese), le chef de l'Etat échapperait à la « vieille » politique qu'incarnent Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve. Et à la politique tout court. Le Cese est moins connu que l'Assemblée nationale et le Sénat, mais son existence est inscrite dans la Constitution (articles 69 à 71). Il a



été réformé par Emmanuel Macron, son rôle de lieu du dialogue social est élargi à l'organisation de conventions citoyennes, de pétitions. L'architecture monumentale du Palais d'Iéna héberge des défilés de mode et la société civile française.

**Défilé.** Que fait-on quand on est en Serbie ? On vend des Rafale et on passe un coup de fil à Thierry Beaudet :

jeudi 29 août, Emmanuel Macron, en déplacement à Belgrade, demande au président du Cese s'il accepterait le poste. La réponse est oui. Depuis qu'il a entrepris la quête d'un Premier ministre, Emmanuel Macron cherche aussi du côté de la société civile. Jean-Dominique Senard (Renault) a été approché. Il a beau avoir écrit un rapport avec Nicole Notat sur l'entreprise, objet d'intérêt collectif, il respire le

CAC40 plus que le défilé République-Nation.

Emmanuel Macron tente aussi le Graal : décrocher Laurent Berger. L'ex-secrétaire général (2012-2023) pose ses conditions au Président : rediscussion de la réforme des retraites, augmentation de la fiscalité du capital des ultra-riches, indépendance du Premier ministre au sein d'une

●●● Pages 2 et 3

## Après le RN, les écolos et le PS réclament une session extraordinaire

### Grande coalition

L'ÉTÉ A ASSEZ DURÉ. Emmanuel Macron, trop lambriné. C'est du moins l'avis du Rassemblement national, du Parti communiste, des écologistes et des socialistes, qui exhortent tous désormais à la convocation d'une session extraordinaire du Parlement dès le mois de septembre, sans attendre la rentrée parlementaire, le 1er octobre. Dans un communiqué, les députés écologistes ont dénoncé lundi « une situation démocratiquement intenable ». « Ce n'est pas au président de

la République de se substituer à l'Assemblée nationale, écrivent-ils. Il a précipité le pays dans l'incertitude en prononçant la dissolution, il ne peut plus retarder l'expression de

cette nouvelle Assemblée. » « Il n'est pas normal que la démocratie soit en congés », a également estimé lundi sur BFMTV le Premier secrétaire du parti socialiste, Olivier Faure.

### L'Allemagne risque d'être ingouvernable



SIPA PRESS

La forte poussée de l'extrême droite et de l'extrême gauche nationaliste en Thuringe et en Saxe fragilise un peu plus la coalition au pouvoir à Berlin, menée par le chancelier Olaf Scholz. Le pays traverse une période inédite alors que les élections générales auront lieu dans un an.

Page 6

### Chez Stellantis, le début de la fin de la « Tavaresmania »

La dégringolade du cours de l'action depuis six mois a fait perdre de la crédibilité au patron du groupe automobile

Page 5

### Italie : vif débat sur la réforme de la nationalité

Forza Italia veut faciliter l'acquisition de la nationalité. La Ligue est, au contraire, hostile à toute modification

Page 7

Nina Jackowski  
@Nina\_Jacks

### Finances publiques : vers un déficit hors de contrôle

Selon une note du Trésor transmise aux parlementaires que l'Opinion a pu consulter, il pourrait atteindre 5,6%... voire au-delà

Page 4

# Matignon : Macron teste un scénario société civile

●●● *Suite de la page 1*

cohabitation de fait. Laurent Berger refuse de donner à son éventuelle nomination l'illusion d'une union nationale. Emmanuel Macron se montre très timoré sur la remise en question de la réforme des retraites. Le syndicaliste conclut par un non.

Le profil de Beaudet, dont Laurent Berger est très proche, offre des similarités : capacité de dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. Il présente un avantage non-dit : s'il a la couleur d'un social-démocrate, son manque d'expérience politique en fait a priori un Premier ministre plus confortable pour Emmanuel Macron.

Il n'aura pas les exigences d'un Bernard Cazeneuve ou d'un Xavier Bertrand qui voudraient avoir la main sur la composition de leur équipe et sur leur ligne politique. Or la feuille de route du Premier ministre, selon le Président, doit obéir à un article de la Constitution qui n'existe pas : permettre à Emmanuel Macron le maintien de la politique suivie depuis sept ans.

**Breuvage.** Thierry Beaudet a les défauts de ses qualités : l'Elysée dit vouloir un Premier ministre qui exhale un « parfum de cohabitation ». Avec Beaudet, le parfum ressemble à une eau de toilette très légère qui ne contrarierait pas trop le chef de l'Etat. En revanche, le breuvage serait amer pour le Rassemblement national. Dans *La Tribune* du 26 juin, Thierry Beaudet écrit : « Le RN met en danger l'avenir des corps intermédiaires. »

Un tel Premier ministre risquerait-il d'être censuré par ceux qu'il a sévèrement dénoncés quelques mois plus tôt ? C'est un risque. A droite, le doigt n'est pas posé sur la gâchette. « Seul LFI aurait eu l'honneur d'une censure automatique. Pour le reste, on jugera sur pièces », dit-on dans l'entourage de Laurent Wauquiez.

Certains éléments du CV de Beaudet pourraient gêner la droite : en janvier 2023, le Cese publie un rapport conseillant une « légalisation encadrée » de la consommation de cannabis ; le 21 janvier 2024, le président du Cese participe à une manifestation contre la loi sur l'immigration ; il affiche des convictions libérales en matière sociétale. Un tel Premier ministre répondrait-il à l'aspiration à plus de sécurité et moins d'immigration exprimée par les électeurs ?

L'histoire n'est donc pas écrite et Emmanuel Macron a montré qu'il était capable de



SIPA PRESS

**Le Président** va-t-il revenir à ce dilemme, droite-gauche ? Dans ce registre, Bernard Cazeneuve détient le jeu le plus solide.

changer d'avis au dernier moment : en 2022, en un week-end, il zappe Catherine Vautrin, ancienne ministre de Jacques Chirac, pour choisir Elisabeth Borne, le 16 mai. A l'époque, l'aile gauche de la macronie avait mené une ardente campagne en faveur de la seconde.

Le Président va-t-il revenir à ce dilemme, droite-gauche ? Dans ce registre, Bernard Cazeneuve détient le jeu le plus solide. Un beau palmarès politique, une image de républicain soucieux de sécurité, mêlé à un profil d'homme de gauche qu'il cultive à la fois par conviction et par nécessité (convaincre le PS de ne pas le censurer). Il semble le moins censurable : ni les LR ni le RN ne le renverseraient d'office.

L'expérience et le savoir-faire de Xavier Bertrand ne font pas de doutes non plus. Il a déjà réfléchi à ce qu'il ferait puisqu'il est candidat à 2027 : « Il a sa solution pour augmenter les salaires sans porter atteinte à la compétitivité des entreprises, ni aux comptes publics », dit l'un de ses proches. Il a affiché son envie pour le poste. Mais Laurent Wauquiez ne voit pas ce choix d'un bon œil et le RN est prêt à dégainer la censure. Dans les deux cas, Emmanuel Macron serait contraint à une cohabitation, plus ou moins corsetée, qu'il veut éviter.

@clhaik

## Thierry Beaudet, le « pourquoi pas » du camp présidentiel

IL A D'ABORD FALLU TAPER son nom sur les moteurs de recherche. Il a ensuite fallu parcourir sa biographie. Il a, enfin, fallu se faire un début d'avis. Que penser de Thierry Beaudet, désormais envisagé par l'Elysée pour être nommé à Matignon ? Dans le camp présidentiel, dire que l'enthousiasme est débordant serait mentir. Mais vu le contexte, les macronistes ont pris l'habitude de raisonner en « cases ». Par chance, le président du Cese en coche plusieurs.

Case numéro 1 : la casquette institutionnelle. Par sa fonction à mi-chemin entre la politique et la société civile, Thierry Beaudet a l'avantage d'être dans le microcosme sans y être. Il a croisé à plusieurs reprises ministres et parlementaires, avec lesquels il lui est arrivé de travailler sur des dossiers. Comme celui de la fin de vie, le Cese ayant pris en charge la convention citoyenne dédiée au sujet.

Bien que méconnu de l'opinion publique, le Conseil économique, social et environnemental œuvre avec les corps intermédiaires et les représentants sociaux. « Il répond à l'aspiration exprimée par les Français de voir s'opérer un renouvellement de la classe politique. C'est difficilement contestable », estime Mathieu Lefèvre, député Ensemble pour la République (EPR). Lequel y voit une forme de « bouclier » contre une motion de censure, notamment du RN.

Case numéro 2 : le profil consensuel. Thierry Beaudet se place en dehors des partis, dans un moment où les macronistes tentent de faire vivre l'idée que les résultats du 7 juillet n'ont accordé la victoire à personne. « Il est rompu aux négociations », salue en ce sens le député EPR Stéphane Travert. « Il dialogue avec beaucoup de monde et porte vraiment le sujet de l'intérêt général », complète le ministre délégué Horizons, Frédéric Valletoux.

Pour ces mêmes raisons, les parlementaires plaident pour accompagner sa nomina-

tion d'un gouvernement, lui, « très politique », comptant des « cadors » de l'ex-majorité. Un macroniste pur jus en salive d'avance : « Un Premier ministre neutre pour avoir ensuite un gouvernement avec des grosses pointures de tous les partis : le dépassement ultime. » Que demander de plus ?

« **Faute de mieux** ». La case numéro 3 : opposant, mais pas trop. Alors que l'ex-majorité veut occuper une place centrale dans le futur gouvernement, Thierry Beaudet apparaît aux yeux de certains comme un profil « malléable ». Peut-être plus que Bernard Cazeneuve, qui multipliait ces derniers jours les signaux envoyés à la gauche concernant, entre autres, l'abrogation de la réforme des retraites.

Demeurent toutefois quelques ombres au tableau. François Bayrou, comme la quasi-totalité du camp présidentiel, invite depuis deux mois à ne pas nommer un profil technique, jugé trop faible pour affronter les prochains mois qui s'annoncent difficiles. A peine son nom évoqué dans l'Opinion, Thierry Beaudet a aussi vu des positions passées remonter sur les réseaux sociaux.

A l'égard du projet de loi sur l'immigration, par exemple, auquel il s'est opposé dans une tribune collective publiée dans *L'Humanité*, que les macronistes les plus à droite ont déjà repérée.

Pas sûr pour autant que l'ex-majorité ait le luxe de débrancher une personnalité, après déjà 48 jours de gouvernement démissionnaire. Lundi soir, les quelques détracteurs de Thierry Beaudet préféraient d'ailleurs conserver l'anonymat. Pour les autres, « faute de mieux » résonnait comme le nouveau mantra. Sans exclure un énième revirement du chef de l'Etat.

Dinah Cohen  
@DinahCohen

## Le chef de l'Etat fait défiler les politiques à l'Elysée

LES POLITIQUES SE NEUTRALISENT, la société civile émerge. Toujours à la recherche d'un premier ministre susceptible de ne pas se faire censurer à peine nommé, Emmanuel Macron poursuit ses consultations. Le président de la République a reçu lundi à l'Elysée Bernard Cazeneuve puis Xavier Bertrand. Les deux favoris de l'été pour entrer à Matignon. Deux profils politiques, tels que recommandé au chef de l'Etat par François Hollande et Nicolas Sarkozy, tous deux également consultés lundi.

Problème, ni Bernard Cazeneuve ni Xavier Bertrand ne font l'unanimité dans leur famille respective. Côté gauche, le PS a beau craqueler, son patron Olivier Faure impose une fin de non-recevoir à l'ancien premier ministre de François Hollande. C'est Lucie Castets ou la censure. Côté droite, Laurent Wauquiez s'oppose toujours à la nomination de l'un des siens à Matignon, à commencer par Xavier Bertrand. Bref, dans le champ politique, c'est l'impasse. D'où le retour en force de la société civile avec Thierry Beaudet, le président du Conseil économique, social et environnemental.

**Interlocuteurs.** Le chef de l'Etat a évoqué l'hypothèse auprès de ses interlocuteurs. Aucun d'entre eux ne s'est exprimé à l'issue de leur entretien à l'Elysée avec Emmanuel Macron. Pas plus les deux premiers ministres putatifs que les anciens présidents de la République, le président du Sénat Gérard Larcher et Yaël Braun-Pivet, ou encore les chefs de la majorité sortante, Gabriel Attal, François Bayrou et Edouard Philippe. Quant à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, et au patron d'Horizons, Edouard Philippe, c'est par téléphone que le chef de l'Etat devait les consulter. Au bout du compte, il n'est guère plus avancé.

A peine lâchée dans la nature, l'hypothèse Thierry Beaudet a provoqué le même résultat

que les hypothèses Bertrand et Cazeneuve avant lui. Pas franchement un enthousiasme délirant, voire une franche hostilité, notamment de la part du RN et de LFI. Seule Lucie Castets a donné

*Le Président ne se cache pas de vouloir garder la main sur les domaines traditionnellement réservés à sa fonction : les Affaires étrangères et les Armées*

l'impression de ne pas écarter l'idée d'emblée. « Le NFP soutient un changement de politique et donc il soutiendra un candidat ou une personne qui est en mesure de faire changer la politique conduite dans ce pays », a indiqué la candidate du NFP pour Matignon, éconduite par Emmanuel Macron. S'il s'agissait de vérifier qu'en cas de nomination de Thierry Beaudet à Matignon, un tel profil ne verrait pas immédiatement les opposants du chef de l'Etat déposer une motion de censure contre lui, le doute n'est pas levé. Le « parfum de cohabitation » ne semble pas exhaler pas suffisamment fort pour convaincre.

D'autant moins qu'Emmanuel Macron ne se cache pas de vouloir garder la main sur les domaines traditionnellement réservés au président de la République : les Affaires étrangères et les Armées. Fort du deuxième groupe à l'Assemblée nationale, il tente même de conserver dans son camp Bercy et l'Intérieur. Soit pas tout à fait le changement de politique que demande le NFP, sous le regard attentif du RN.

François-Xavier Bourmaud  
@fxbourmaud

## Motion de censure : le RN entretient le flou

« VOUS NE COMPRENEZ RIEN ? Parfait, c'est l'effet recherché... » Un proche de Marine Le Pen s'amuse du flou savamment entretenu par ses troupes au sujet du vote ou non d'une censure du prochain gouvernement. « Elle n'est pas automatique », avertissait le porte-parole Laurent Jacobelli samedi sur France Info, interrogé sur l'hypothèse Bernard Cazeneuve à Matignon. Quand le cadre Jean-Philippe Tanguy contrecarrait lundi sur TFI : « ça dépend de ce qu'il va proposer, mais Monsieur Cazeneuve, c'est Monsieur Macron, c'est Monsieur Bertrand, c'est pareil. » Et ce, en prenant l'exemple du gouvernement de Gabriel Attal, contre lequel le RN avait déposé une motion de censure en juin.

Un flou savamment entretenu ou... parfaitement improvisé. Au début de l'été, la formation à la flamme rappelait sa doctrine : ne pas censurer un gouvernement « par principe ». Ensuite, insoumis et écologistes sont devenus persona non grata. Et fin août, lorsqu'Emmanuel Macron reçoit Marine Le Pen à l'Élysée, la « patronne » lui fait savoir qu'elle censurerait tout gouvernement issu du NFP, comme celui d'un représentant des Républicains. Le RN se sait parti-pivot, fort de ses 142 députés avec ses alliés ciottistes, et entend peser. Mais enrage de sa position de spectateur, exclu de toutes négociations pour un potentiel gouvernement.

**Rentier.** Alors le ton se durcit. Quand lundi, le nom de Thierry Beaudet monte pour Matignon, Jean-Philippe Tanguy tweete : « Peut-on imaginer plus grotesque caricature du système que le président du Cese ? » Contacté, Laurent Jacobelli le dézingue en « rentier du système, militant anti-RN et pro-immigration ».

Marine Le Pen, elle, pratique à nouveau son art de la rhétorique sibylline dans un mail adressé l'après-midi à ses soutiens. « Notre position reste inchangée : nous censurerons tout gouvernement issu du NFP (...) Nous ne permettrons pas que la France soit sacrifiée sur l'autel de la radicalité de l'extrême-gauche et de l'inefficacité de la macronie. » « Pas de commentaire » sur le nom de Thierry Beaudet, évacue Renaud Labaye, son secrétaire général.

Un cadre retient cette dernière formule : « Inefficacité de la macronie. » « Il faut tout cen-

surer pour faire apparaître une réalité : la France est ingouvernable et c'est la faute de Macron, la faute de leurs tambouilles à tous. » Et ainsi, tenter de se dédouaner de tout procès en responsabilité de l'instabilité. Apparaître hors de ces « tambouilles » faute d'en être acteur.

Dans *l'Express*, le vice-président Louis Aliot martèle : « Je ne vois pas pourquoi on aurait la moindre mansuétude à l'égard de qui que ce soit. » « Nous avons le pouvoir de faire tomber n'importe quel gouvernement. Soit la macronie reconnaît qu'elle a besoin du RN pour faire passer des lois, soit tant pis pour elle », grince le député Matthias Renault.

Les macronistes, eux, préfèrent naviguer en eaux troubles plutôt que de se raccrocher aux fausses promesses. Réputée pour sa souplesse à l'Assemblée Nationale, la formation d'extrême droite n'est pas considérée comme fiable. Mais au-delà des susceptibilités, certains pointent un obstacle concret. Marine Le Pen peut-elle se permettre de provoquer le renversement d'un gouvernement au moment de l'ouverture, le 30 septembre, de son procès avec vingt-six autres prévenus pour des soupçons de détournement de fonds européens ?

Nina Jackowski  
@Nina\_Jacks



SIPA PRESS

« Nous censurerons tout gouvernement issu du NFP », persiste **Marine Le Pen**.

# Matignon : Macron teste un scénario société civile

## Thierry Beaudet, un homme de consensus



SIPA PRESS

Thierry Beaudet est instituteur de formation.

LE 28 AOÛT, Thierry Beaudet assiste à la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques à Paris. A ses côtés, des représentants patronaux et syndicaux reviennent sur l'obsession de l'été : qui sera Premier ministre ? L'un d'eux se tourne vers lui : « tu gères 19 groupes au CESE, tu serais un bon candidat pour Matignon ! » La boutade fait rire le groupe réuni autour du président du Conseil économique, social et environnemental. Il sourit lui aussi. Sans dire oui, sans dire non.

Cinq jours plus tard, la possibilité de voir Thierry Beaudet nommé Premier ministre étonne. Parmi ses proches, peu disent - officiellement en tout cas - avoir su qu'il avait été contacté par l'Élysée. Pourtant, ce pur produit de la société civile, consensuel, peut apparaître comme une évidence pour Matignon, au motif qu'il envoie un message positif en direction des corps intermédiaires.

Instituteur de formation, Thierry Beaudet passe une bonne partie de sa carrière dans le monde mutualiste. Il préside la MGEN de 2009 à 2017, puis le groupe VYV de 2017 à 2021. En parallèle, il prend la tête de la fédération de la mutualité française de 2016 à 2021. « Il s'inscrit dans le mouvement mutualiste de centre-gauche. Dans la méthode, il est très proche de celle prônée par la CFDT », précise Patrick Levy-Waitz, membre du bureau du CESE et président de la Fondation Travailler Autrement.

C'est d'ailleurs avec le soutien de la centrale de Belleville que Thierry Beaudet prend la tête du CESE en 2021. Organisations patronales, organisations syndicales et associations siègent à cette assemblée indépendante située place d'Iéna à Paris. La chambre, dont le rôle est consultatif et dont l'utilité immédiate est remise en cause par certains, a notamment hébergé les conventions citoyennes du climat et de la fin de vie.

« **Mou** ». C'est avec ce statut de président du CESE que l'ex-mutualiste prône l'écoute, le compromis, le dialogue. Interviewé par l'Opinion en mars, il avait par exemple reproché à Emmanuel Macron de vouloir « enjamber » les organisations syndicales et patronales en voulant imposer sa réforme de l'assurance-chômage.

Pour les partenaires sociaux qui s'estiment lésés par le rapport d'Emmanuel Macron aux corps intermédiaires, ces prises de position plaisent. Il est d'ailleurs globalement apprécié des syndicats. Pascale Coton, numéro deux de la CFTC, est une proche collaboratrice de Thierry Beaudet, en tant que vice-présidente du CESE. Elle ne tarit pas d'éloges pour cet homme « réfléchi, social, à l'écoute, sensible, disponible, franc » qui « bosse énormément ses dossiers » et est « très, très attaché à la parité hommes-femmes : c'est instinctif chez lui. » François Hommeril, à la tête de la CFE-CGC, décrit « quelqu'un attaché à une forme de pluralisme et à la diversité des points de vue ».

Du côté patronal aussi, les retours sont positifs. « Il est proche de la CFDT, pour autant, il nous consulte aussi et c'est fluide », abonde Dominique Carlac'h, conseillère au CESE au sein du groupe des entreprises. Quant au président de l'U2P, Michel Picon, il plaide déjà pour cet « homme de concorde préférant la réflexion aux postures ».

« On comprend pourquoi il est pressenti compte tenu du fait qu'aucune majorité n'est politiquement trouvable actuellement », appuie Patrick Levy-Waitz. D'autant que, d'après lui, les relations de Thierry Beaudet avec Emmanuel Macron sont « franches et de bonne qualité depuis toujours ».

Pour autant, comme tout président, Thierry Beaudet a ses détracteurs. « Certains lui reprochent de manquer un poil de personnalité, de charisme, d'être un peu trop mou et bordélique..., confie une source membre du CESE. Mais c'est aussi le signe qu'il n'est pas un autoritariste acharné et qu'il n'use pas de sa personnalité pour écraser. » Est-ce que ce profil pourrait coller avec le Parlement tel qu'il est constitué aujourd'hui ? « Le CESE est un univers de consensus. S'il est nommé Premier ministre, il va basculer dans l'univers du dissensus », souligne François Asselin, à la tête de la CPME.

« Face à une assemblée extrêmement éclatée, avec des arcanes politiques de négociation, il devra s'entourer d'un bon ministre du Parlement et de quelques poids lourds du monde politique. Surtout, il faut une personnalité à Matignon qui existe en tant que tel et qui affirme sa volonté d'avoir une ligne, une vision, pour ne pas être un instrument au service de l'Élysée », confie une autre figure de la société civile, sceptique.

Sarah Spitz  
@sarah\_spitz

## Laurent Wauquiez sous la pression de Macron et de Sarkozy

PRÈS DE DEUX MOIS APRÈS SON ÉLECTION à la tête du groupe de la Droite républicaine (DR) à l'Assemblée nationale, l'heure de vérité approche pour Laurent Wauquiez. Réussira-t-il l'exploit de maintenir l'unité de ses diables de députés, jusque-là aussi divisés sur le fond qu'indisciplinés sur la forme ? Ou subira-t-il à son tour l'affront des débauchages ?

S'il campe plus que jamais sur son refus de participer à toute coalition gouvernementale, l'élus de la Haute-Loire pourrait vite voir la cohésion de ses troupes se craqueler sous les coups de boutoir conjugués d'Emmanuel Macron, de Nicolas Sarkozy... et des électeurs de droite. Car pas moins de 85% des sympathisants Les Républicains sont favorables à une coalition associant Ensemble et LR pour former un gouvernement, selon une enquête de l'Ipsos pour *Le Monde* et le Cevipof. De quoi ébranler les députés DR.

**Câlinothérapie.** Alors que le président (LR) des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, en campagne pour Matignon tout l'été, a été reçu lundi à l'Élysée par Emmanuel Macron, plusieurs voix se sont élevées à droite ce week-end pour appeler LR à participer à un gouvernement de coalition, à rebours de la ligne fixée par Laurent Wauquiez et réaffirmée le 28 août devant le chef de l'Etat. L'ex-président Nicolas Sarkozy a ainsi souhaité, samedi dans *Le Figaro*, que sa famille politique « œuvre à faire nommer un Premier ministre de droite plutôt que de céder à la facilité de laisser nommer une personnalité de gauche ».

Son discours a été relayé par ceux qui défendent cette ligne avec lui depuis 2022, tels que Jean-François Copé et Franck Louvrier, mais a également enregistré le renfort du maire (LR) de Cannes David Lisnard et du député ex-LR, désormais non-inscrit, Aurélien Pradié. Plus inquiétant pour Laurent Wauquiez, Nicolas Sarkozy a aussi reçu le soutien public de trois dépu-

tés DR : Virginie Duby-Muller, Philippe Juvin et Nicolas Forissier. « Ce n'est pas en restant sur le pas de la porte qu'on va faire progresser nos idées, plaide ce dernier. Le 7 juillet, on a changé de monde. Il faut changer de lunettes, arrêter de dire qu'on va se dissoudre dans le macronisme et prendre nos responsabilités. »

Si la prise de position de ces partisans de longue date d'une ligne « constructive » n'est pas une surprise sur le fond, elle menace de réveiller les vieux démons d'un groupe qui n'a cessé ces deux dernières années d'étaler ses divisions. Une « chienlit » avec laquelle Laurent Wauquiez voulait pourtant rompre. Pour l'heure, son entourage minimise : « On ne découvre pas qu'il y a différentes sensibilités au sein du groupe. » Car l'essentiel des 46 députés DR reste encore soudé derrière son chef, au moins en apparence.

La câlinothérapie pratiquée par le député de Haute-Loire ces dernières semaines fait son œuvre, y compris chez les partisans d'un accord avec la macronie. « Il nous couvre de compliments, sourit un député DR, pourtant pas fan du Ponot. On a un type normal qui n'a pas peur de la discussion. C'est agréable et je n'ai pas envie de casser cette manière de travailler. » Et puis, poursuit-il, « si on va au gouvernement, c'est pour quoi faire ? On serait condamnés à gérer les affaires courantes et faire du damage control ».

Le jour venu, certains pourraient néanmoins se laisser tenter. « Forissier voudrait y aller et Juvin se rêve ministre de la Santé », glisse un élu DR. C'est pourquoi Laurent Wauquiez a mis en garde Emmanuel Macron dès leur premier entretien : « Les débauchages individuels, ça ne peut que crisper, prévient un proche. Emmanuel Macron veut-il crisper le seul groupe d'opposition constructif de l'Assemblée nationale ? »

Christine Ollivier  
@Chr\_Ollivier

## A qui profiterait le passage à la proportionnelle ?

EN MATIÈRE DE MODE DE SCRUTIN, les politiques n'ont pas de religion, seulement des intérêts. Au temps béni du clivage gauche-droite, le tango entre l'UMP et le PS s'accommodait bien du scrutin majoritaire à deux tours. La promesse d'une majorité claire. Mais ça, c'était avant. Avant que la tripolarisation de l'Assemblée ne conduise à la paralysie des institutions. Depuis près de deux mois, la France est entrée dans l'ère de la relativité généralisée, sans qu'aucun des trois blocs ne daigne faire de compromis.

Y a-t-il urgence à changer les règles du jeu en passant à la proportionnelle ? Cela permettrait-il que, dans un an, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets à la faveur d'une éventuelle nouvelle dissolution ? Pour l'ancien conseiller parlementaire de François Hollande,

Bernard Rullier, « la réforme électorale doit être votée rapidement, si possible avant le budget ». Il a été entendu par la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, qui compte relancer les consultations avec les présidents de groupes dès la première quinzaine de septembre.

De multiples modèles de proportionnelle existent. En se fondant sur les européennes de juin, le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier s'est livré à une simulation dont il dévoile à l'Opinion les résultats, avant la parution de son ouvrage *65 ans de la V<sup>e</sup> République* (Lexisnexis), le 18 septembre. Quel serait le visage de l'Assemblée si les députés étaient élus à la proportionnelle régionale ? Premier enseignement, l'extrême droite en sortirait largement renforcée. De 126 sièges (142 avec les ciottistes) aujourd'hui, le RN passerait à 219 et Reconquête, le parti d'Eric Zemmour, entrerait au Palais-Bourbon, avec 26 élus. Les LR restent stables, les effectifs du PS grimperaient de 66 à 90. Les grands perdants ? Le camp présidentiel, qui passerait de 166 à 105 élus, et les écologistes, de 38 à 22.

**Pluralisme.** Voilà pour la photographie générale. Elle conforte plusieurs griefs habituels des détracteurs de la proportionnelle. Certes, la représentation du pluralisme des opinions se trouve améliorée. Mais « la constitution d'une majorité et d'un gouvernement n'aurait pas été plus facile avec la proportionnelle, note Jean-Philippe Derosier. Si l'on additionne les trois partis anti-système, à l'extrême droite et à l'extrême gauche, on obtient une majorité écrasante qui serait en mesure de bloquer la vie politique ».

Un changement de mode de scrutin n'a rien de magique. Apparue sur la scène nationale à la faveur de la proportionnelle en 1986, l'extrême droite en a longtemps fait une revendication première avant, ces derniers temps, d'être moins catégorique, le fait majoritaire n'étant plus un obstacle à la progression des troupes de Marine Le Pen. A gauche, plusieurs personnalités, à commencer par François Hollande, y voient un moyen de s'extraire du joug de LFI.

Autre argument démonté, celui d'une proportionnelle qui permettrait, comme le défend l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, « une offre politique claire au moment du vote, puis l'obligation du compromis qui ne sera plus vécu comme une trahison ». « Ça évite qu'on désigne l'autre comme l'ennemi

*« Pourquoi au Parlement européen tout le monde s'embrasse et vote Ursula Von der Leyen ? Non pas grâce à la proportionnelle, mais parce qu'il n'y a pas de présidentielle », avance le député PS de l'Eure, Philippe Brun*

absolu qu'il faut abattre », soutenait encore le patron du MoDem, François Bayrou, le 27 août sur France Info. Pourtant, les européennes ont démontré comment l'autonomie des listes de gauche avait fait voler en éclats l'unité de la Nupes. On voit mal comment, au terme de campagnes marquées par les invectives, des formations rivales pourraient s'entendre sur un contrat de coalition. « Pourquoi au Parlement européen tout le monde s'embrasse et vote Ursula Von der Leyen ? Non pas grâce à la proportionnelle, mais parce qu'il n'y a pas de présidentielle », avance le député PS de l'Eure, Philippe Brun.

Tout aussi sceptique, le constitutionnaliste Bertrand Mathieu s'interroge : « Pourquoi la proportionnelle permettrait-elle de mieux gouverner quand elle a contribué à l'instabilité sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques ? » Le retour au régime des partis ne ferait alors qu'accroître la fracture entre les Français et leurs représentants. Et Philippe Brun de fustiger l'avènement du « règne des apparatchiks ». Ceux-là n'auront plus à labourer leurs circonscriptions, pourvu qu'ils figurent en bonne place sur la liste le moment venu.

Antoine Oberdorff  
et Marie-Amélie Lombard-Latune  
@A\_Oberdorff  
@malombard

# Libertés

## Retour prochain en politique: faux-semblants et vrais enjeux

### La chronique de Monique Canto-Sperber



Depuis près de deux mois, le monde politique français est devenu un théâtre d'ombres. Le Premier ministre et ses ministres se sont démis de leurs fonctions, mais sont restés à leur poste sans pouvoir rien faire ou proposer. Quant aux députés, ils ignorent encore quel gouvernement sera en face d'eux et avec quelle ligne politique quand ils reviendront au Parlement. Aucun gouvernement démissionnaire chargé des affaires courantes n'avait été en fonction si longtemps et aucune Assemblée sans doute n'était restée si longtemps dans l'incertitude du cap politique à venir.

Au cœur de cette situation inédite qu'il a provoquée, le président de la République est le seul qui ait gardé la capacité de décider et d'agir. Il continue de représenter la France et s'il ne peut dissoudre l'Assemblée avant juillet 2025, il détient deux autres pouvoirs : nommer un Premier ministre et recourir à un référendum. Jamais il n'aura disposé d'un espace de liberté aussi grand.

**Structuration.** Autour de lui, nul Premier ministre ou ministre dont il faille surveiller l'ambition, et une Assemblée qui tâtonne dans le brouillard, ne sachant pas selon quelle structuration elle pourra fonctionner. Les chefs de parti en sont réduits à interpeller le Président, le sommant de nommer le Premier ministre de leur choix (pour le NFP) ou de respecter les lignes rouges de leur programme - pour l'instant sans autre effet que le rejet de la candidature de Lucie Castets. Invités à l'Elysée pour consultations, et même réinvités, à l'exception du RN et de LFI, ils sont les premiers à déclarer que rien ne bouge.

Au fil des semaines, Emmanuel Macron a sans doute pris la mesure de ce que signifiait la perte de sa majorité. Mais il semble toujours convaincu que c'est autour du groupe Ensemble qu'une coalition devra se former, qui irait de la droite républicaine à la gauche socialiste et écologiste et qui resterait dans la ligne politique de son mandat. Il y a sept ans, il défendait la même conviction, et il était bel et bien parvenu à trouver une majorité absolue à l'Assemblée nationale, aux dépens du PS et des LR, les deux partis jusque-là majoritaires.

Mais sept ans ont passé et ce qui était alors la stratégie gagnante ne l'est plus. Le PS et les LR ne veulent pas se rallier officiellement au parti central, ils n'ont du reste guère intérêt à le faire, les premiers parce qu'ils sont membres du NPF dont il serait risqué de se détacher (surtout s'il y a des élections législatives dans dix mois) et qu'ils ont été amèrement déçus par le virage à droite du macronisme ; et les LR parce qu'ils ont durement lutté pour la préservation d'une droite républicaine et indépendante, adossée à un programme de redressement national.

Pour eux, comme pour le PS, la perspective majeure reste les élections de 2027, et il y aurait trop à perdre et peu à gagner à s'engager dans une coalition sans cohérence politique, et donc instable, où ce qu'ils gardent d'électeurs fidèles ne reconnaîtrait ce pour quoi ils ont voté.

Le scénario que le Président voudrait voir advenir ne se produira donc probablement pas. Pour autant, l'irréalité politique de ces dernières semaines ne peut durer davantage. Il faut mettre un terme à ce théâtre d'ombres. Des noms de personnalités politiques ont circulé comme possibles Premiers ministres, mais Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand, les plus cités, n'ont rencontré le Président

que ce lundi 2 septembre.

Le chef de l'Etat est assez avisé pour savoir que ce n'est pas seulement un nom qu'il faut, mais une majorité, ou plutôt une non-majorité de censure. Pour l'instant, il n'est pas sûr que les personnes qu'il considère lui aient indiqué précisément comment y parvenir.

Rien d'étonnant à cela. Les députés de la nouvelle Assemblée nationale n'ont pas voulu (de manière délibérée, en dépit de quelques appels à un gouvernement d'« union nationale ») mettre à profit les deux mois qui viennent de s'écouler pour travailler avec d'autres groupes et explorer si une alliance, ou une promesse de soutien, voire de non-censure, était praticable.

**Humeur.** Aucune solution ne semblant près d'émerger de l'intérieur de l'Assemblée, restait la possibilité d'une personnalité de surplomb, expérimentée mais extérieure aux jeux politiques, avec l'autorité suffisante pour faire valoir sa vision. Mais aucun nom ne s'est imposé et il n'est de toute façon guère dans l'humeur de l'époque de s'incliner devant une personnalité admirable. Il en serait de même avec un expert, ni LFI ni le RN n'ont de respect pour ce type de profil. Le nom de Thierry Baudet qui commence à circuler comme représentant de la société civile changera-t-il la donne ?

Il y avait pourtant d'autres solutions qui auraient pu être activées d'emblée. Par exemple, que l'Assemblée nationale se mette d'elle-même au travail sur une plateforme de propositions de loi pour lesquelles il n'y aurait pas de majorité de blocage. Ou bien

*« Le chef de l'Etat est assez avisé pour savoir que ce n'est pas seulement un nom qu'il faut, mais une majorité, ou plutôt une non-majorité de censure. Pour l'instant, il n'est pas sûr que les personnes qu'il considère lui aient indiqué précisément comment y parvenir »*

que mandat soit donné par le Président au groupe arrivé en tête pour trouver en deux mois une majorité, scellée par un accord de gouvernement ou de soutien avec d'autres partis sur un ensemble de propositions. Au cas où ce groupe n'y parviendrait pas, le même mandat serait donné au parti arrivé en deuxième position (comme ce fut le cas pour Pedro Sanchez en Espagne).

Le Président s'est donc coincé lui-même, aidé en cela par l'Assemblée qui, avec des styles différents selon les partis, n'a pas cherché à construire des rapprochements, même sur des causes d'urgence comme l'école, la santé, les bas salaires. Mais dans tous les cas de figure, la décision qu'Emmanuel Macron prendra sera pour lui une prise de risque considérable et un inconfort garanti pour au moins les dix prochains mois. Car le futur Premier ministre ne sera ni sa doublure, ni son collaborateur, et il n'est pas sûr que sa majorité soit celle que le Président aurait voulu forger.

Les mois qui viennent seront donc riches d'événements, avec un gouvernement à la merci de motions de censure, de ralliements surprenants et de ruptures. Nous serons alors ramenés à la vraie politique avec un discours de politique générale aussitôt contesté et des projets de lois aussitôt critiqués. Nous serons insatisfaits, parfois en colère, mais au moins nos députés débattront-ils : ils proposeront des amendements et voteront.

Nous serons alors redevenus des citoyens, soucieux de retrouver la trace de notre participation politique dans les débats en cours, espérant que des compromis et consensus permettront de résorber la conflictualité propre à la vie politique et de créer un nouveau type de légitimité politique fondée sur un intérêt commun au-delà des partis. Avec l'espoir que ce soit l'objectif partagé du futur chef de gouvernement et de nos élus.

Monique Canto-Sperber est universitaire, présidente du think tank GénérationLibre ; elle a publié plusieurs livres dont « Sauver la liberté d'expression » (2021).

## Le déficit pourrait atteindre 5,6 % en 2024 et même 6,2 % en l'absence de hausses d'impôts ou d'économies drastiques

# Le déficit menace de devenir hors de contrôle !

### Alerte rouge

Le président Eric Coquerel (LFI) et le rapporteur général de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale Charles de Courson (Liot) avaient exigé, vendredi 30 septembre, via une lettre adressée au ministre démissionnaire des Comptes publics Thomas Cazenave, **qu'il leur communique d'ici au lundi 2 septembre certains documents du budget de 2024 et 2025.**

Marc Vignaud

C'EST UNE OPÉRATION TRANSPARENCE qu'a opérée lundi le ministère des Comptes publics alors que la présentation du projet de loi de finances pour 2025 doit intervenir avant la fin du mois. Sous pression du président LFI de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, et de son rapporteur général, Charles de Courson (Liot), ainsi que de celle de Jean-François Husson, le président de la Commission des finances du Sénat, Thomas Cazenave a transmis une longue liste de documents budgétaires confidentiels. A commencer par les plafonds de crédits proposés par l'équipe sortante, qui fixent les crédits maximum de chaque ministère. Des choix qui pourront être modifiés par le nouveau Premier ministre.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les comptes « dérapent fortement », souligne-t-on du côté de Bercy, où l'on regrette qu'une loi de finances rectificative, pourtant poussée par Bruno Le Maire, ait été refusée par le chef de l'Etat. Elle aurait permis, selon ses défenseurs, de réaliser plus de 10 milliards d'euros d'économies.

**Dérapage.** La principale raison de ce dérapage ? Des dépenses des collectivités locales en hausse de « 16 milliards » par rapport à ce que prévoit le programme de stabilité d'avril. Un chiffre considérable. A deux ans des élections municipales de 2026, les élus locaux dépensent à tout-va. Résultat, le déficit des collectivités pourrait dépasser 10 milliards d'euros, contre 5,5 milliards en 2023, comme l'écrivait l'Opinion, l'Etat s'étant privé de tout mécanisme contraignant pour les contraindre à modérer leurs dépenses.

Après le trou surprise de plus de 20 milliards en 2023, les recettes fiscales ne sont par ailleurs toujours pas à la hauteur des espérances. Les élus se sont vu communiquer les notes détaillant les rentrées de TVA, d'impôt sur les sociétés et



SIPA PRESS

Thomas Cazenave, le ministre délégué des Comptes publics, avec Bruno Le Maire, ministre de l'Economie.

d'impôt sur le revenu jusqu'à présent. Des documents que l'Opinion a pu consulter.

A ce stade, le manque à gagner sur l'impôt sur le revenu est chiffré à 1,1 milliard d'euros par rapport à la loi de finances initiale. C'est aussi le cas pour la TVA, en recul de 2,7 milliards. Quant à l'écart sur l'impôt sur les sociétés, il atteint 3,2 milliards, mais ces prévisions sont à prendre avec des pincettes. La croissance attendue, de 1%, est au rendez-vous, voire légèrement supérieure, mais sa composition génère moins de recettes pour la puissance publique, car elle plus appuyée sur le commerce extérieur que prévu.

Les documents révèlent l'ampleur du défi budgétaire du prochain Premier ministre. Une note de la direction du Trésor de Bercy montre qu'en l'absence de mesure d'économies d'ici à

## Les recettes fiscales ne sont par ailleurs toujours pas à la hauteur des espérances

la fin de l'année, le déficit public 2024 pourrait terminer non pas à 5,1% du PIB, la cible officielle, mais à 5,6% du PIB !

Plus qu'en 2023, année qui avait elle-même signé une augmentation du déficit malgré la fin de la crise sanitaire ! C'est cette réalité qui avait poussé Bruno Le Maire et son ministre délégué, Thomas Cazenave, à décider plus de 10 milliards de surgel de crédits en juillet. « En 2024, on sera entre 5,1% de déficit et 5,6%, mais ça dépendra du nouveau gouvernement », souligne un conseiller du pouvoir.

L'équation va encore se corser pour 2025. A politique inchangée, c'est-à-dire sans compter aucune mesure d'économies ou d'augmentation d'impôts qui n'aurait pas déjà été précisées, le trou entre les recettes et les dépenses augmenterait encore, passant de 5,6% à 6,2% du PIB. Cette potentielle dégradation du déficit à 6,2% repose sur une hypothèse de croissance de 1% en 2025, contre 1,4% dans le programme de stabilité d'avril, pour tenir compte de mesures d'économies à venir qui pèseraient sur la croissance.

**Fatalisme.** Un chiffre pessimiste, puisqu'en l'absence de mesures d'économies, la croissance résisterait mieux, et le déficit serait alors un peu moindre. Malgré tout, sans nouveaux efforts budgétaires, le déficit progresserait encore à 6,7% en 2026 avant de retomber à 6,5% en 2027. Dans ce scénario très noir, la dette publique en enflerait 124% en 2028 !

C'est dire le défi qui attend le nouveau Premier ministre. « Tout cela doit amener à des mesures de réaction très fortes », considère-t-on du côté du ministère des Finances. S'il veut tenir les comptes en 2024, le nouveau locataire de l'hôtel Matignon va devoir annuler les 16 milliards cumulés de crédits mis en réserve depuis février par Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, considère l'équipe sortante. Dans sa note datée du 17 juillet, le directeur général du Trésor, Bertrand Dumont, recommande un budget rectificatif.

Dans sa note datée du 17 juillet, Bertrand Dumont prévient qu'en 2025, le respect « à minima » des règles européennes nécessiterait 30 milliards d'euros d'économies. Une somme chiffrée à 100 milliards d'ici 2028. Un conseiller gouvernemental conclut déjà, fataliste : « Si on lâche complètement le volant, ça dérape complètement ». Le retour sous 3% en 2027 est déjà enterré.

@mvignaud



## Budget. Comment tailler dans les aides aux entreprises

COMMENT FAIRE des économies budgétaires ? Le nouveau Premier ministre pourra s'appuyer sur les revues de dépenses menées jusqu'à présent, transmises lundi soir aux parlementaires. Nous avons pu en consulter. Dans son rapport remis en avril, l'Inspection générale des finances (IGF) propose des pistes pour parvenir à trouver trois milliards d'euros sur les aides aux entreprises d'ici à 2027. Des pistes explosives, comme, par exemple, la suppression des missions d'accompagnement des entreprises des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers de l'artisanat pour 800 millions. Sur le Crédit impôt recherche,

qui pèse quelque sept milliards, 450 millions seraient récupérés. Cela pourrait être trouvé en supprimant le dispositif des jeunes docteurs, en resserrant la liste des activités éligibles (retirer les dépenses de veille technologique) ou en réduisant le taux forfaitaire lié aux frais de fonctionnement de 43% à 40%. Parmi les autres pistes explosives, la suppression de la fiscalité dérogatoire sur les biocarburants (700 millions). D'autres économies pourraient être trouvées en réduisant les taux réduits de TVA. Remonter le taux réduit de 10% à 12,5%, notamment sur la restauration, pourrait rapporter encore trois milliards d'euros.

## Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

# La dégringolade du cours depuis six mois a fait perdre de la crédibilité au patron du groupe automobile. Et les mauvaises nouvelles se multiplient outre-Atlantique ainsi qu’en France

## Chez Stellantis, le début de la fin de la « Tavaresmania »

### Attaquable

Les déboires s’accumulent pour le constructeur, **notamment aux Etats-Unis qui fut la poule aux œufs d’or du groupe.**

Irène Inchauspé

APRÈS SA ROUTE TRIOMPHALE de 2023 (meilleure performance du CAC 40 avec une hausse de près de 60%), on pouvait s’interroger sur la capacité de Stellantis à poursuivre un tel rythme en 2024. Depuis six mois, la réponse est connue : le groupe souffre d’une sacrée gueule de bois. Le cours de Bourse a dévissé de 39,25 % et les ennuis, venant de tous les côtés, s’accumulent. « La baisse du cours et une réaction tardive face aux difficultés sur le marché américain ont fait perdre de la crédibilité à Carlos Tavares, et plus généralement au groupe », juge Michaël Foundoukidis, analyste senior chez Oddo BHF.

**Poursuites.** Le constructeur automobile est confronté à un ouragan sur le continent américain. « Stellantis a actuellement beaucoup de difficultés aux Etats-Unis. D’abord une gestion perfectible du plan produits, avec l’arrêt de la fabrication de certaines voitures, ensuite une approche commerciale sans doute trop ambitieuse, enfin des stocks de véhicules qui se sont accumulés et doivent maintenant être réduits », estime l’analyste. Les marques du groupe, les iconiques Dodge, Jeep, RAM et Chrysler ne cessent depuis un an et demi de concéder des parts de marché aux concurrents. A tel point que, le 30 août, l’arrière-petit-fils de Chrysler est monté au créneau. Dans une vidéo et un article relayés par le média spécialisé Mopar Insiders, Frank B. Rhodes Jr accuse le géant automobile d’être totalement « déconnecté » du marché américain. « La marque Chrysler, autrefois symbole de l’innovation et de l’ingéniosité américaine, risque aujourd’hui de tomber dans l’oubli en raison de ce que j’estime être de mauvaises décisions et une mauvaise gestion de la part de ses propriétaires actuels, Stellantis », a-t-il déclaré. Il a même proposé à Carlos Tavares de racheter les marques américaines.

Mi-août, des actionnaires américains de Stellantis ont de leur côté engagé des poursuites judiciaires contre le groupe estimant

avoir été trompés par le constructeur, qui aurait notamment dissimulé la hausse de ses stocks avant de faire état de résultats décevants, ce qui a provoqué la baisse du cours de Bourse. La plainte indique que Stellantis a artificiellement gonflé le cours de ses titres durant la plus grande partie de 2024 en faisant des évaluations « extrêmement positives » de ses stocks, de ses nouveaux produits et de sa marge opérationnelle. La réalité aurait été exposée au grand jour lorsque le groupe a annoncé le mois dernier que son résultat opérationnel courant a plongé de 40 % au premier semestre. Ce que conteste fortement Stellantis.

Les ennuis judiciaires ne concernent pas que les Etats-Unis. Le groupe automobile est également visé par une autre action collective en France au nom des consommateurs confrontés aux dysfonctionnements des rappels massifs de véhicules équipés d’airbags Takata. Les airbags défectueux de ce fabricant ont été diffusés dans l’ensemble de la chaîne automobile. Le scandale a éclaté il



SIPA PRESS

Le mandat de **Carlos Tavares** au poste de directeur général de Stellantis doit s’achever en mars 2026.

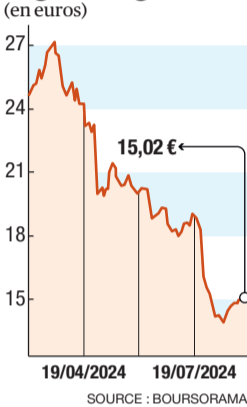
y a dix ans quand ces airbags ont commencé à exploser accidentellement dans certaines conditions climatiques, chaudes et humides. Les rappels concernent des millions de voitures dans le monde et, plus spécifiquement pour le constructeur français, des C3 et des DS3 de la marque Citroën. L’action collective, lancée en juin 2024, lui reproche de procéder beaucoup trop lentement à ces rappels, qui viseraient 500 000 véhicules selon le groupe, et sans faciliter la tâche de ses clients.

**Action collective.** Plus récemment, le 28 août, une fondation néerlandaise représentant des investisseurs de l’ancien groupe Fiat Chrysler a lancé une action collective contre Stellantis, accusant le constructeur d’avoir installé des logiciels illégaux pour manipuler les tests d’émissions de ses véhicules. Selon les plaignants, ces manipulations auraient entraîné des pertes importantes pour les investisseurs. Le constructeur automobile, de son côté, réfute ces accusations, les qualifiant sans fondement. « Il y a une conjonction de mauvaises nouvelles, de leur fait ou non, au mauvais moment. Cela prendra quelques mois ou quelques trimestres pour en sortir, on peut espérer que la plupart des problèmes seront réglés d’ici à la fin du premier trimestre 2025 », prévoit Michaël Foundoukidis.

Jusqu’ici, la rigueur et la dureté du management de Carlos Tavares avaient permis au groupe d’afficher une forte rentabilité dans un marché de l’automobile en pleine mutation. Et à son patron, de faire approuver à ses actionnaires sa rémunération, l’une des plus élevées du CAC40, soit 36,5 millions d’euros, y compris éléments différés, pour 2023. Intouchable lorsque les résultats étaient au rendez-vous, Carlos Tavares, dont le mandat s’achève en mars 2026, risque d’être davantage contesté dans le futur.

@iinchauspe

### Cours de Stellantis : la grande glissade



# En quelques mois, ils ont reculé de plus d’un demi point. La tendance devrait perdurer

## Crédit immobilier: des taux à 3 % en fin d’année ?

### Propice

La question est sur toutes les lèvres des professionnels : la détente sur les taux des crédits immobiliers va-t-elle enfin relancer le marché immobilier ? Les banques poursuivent leur politique de conquête du client et accordent des taux de plus en plus favorables. **Les prix des logements baissent dans l’ensemble.** Il ne manque que les acheteurs.

Sandra Mathorel

ENFIN UNE BONNE NOUVELLE en cette rentrée politiquement inédite ! Les taux des crédits immobiliers repartent à la baisse, après une petite pause estivale. Chez les courtiers, les barèmes des banques pour septembre font état d’un recul de 0,05 à 0,3 point en moyenne par rapport au mois précédent. C’est assez peu, certes, mais la tendance baissière est bien là, ce qui annonce « une fin d’année sous de meilleurs auspices pour les emprunteurs et le marché immobilier », se réjouit Caroline Arnould, directrice générale du leader Cafpi. A 3,61% en moyenne, toutes durées confondues, les taux pourraient bien flirter de nouveau avec les 3% en décembre. Mi-juillet, l’économiste Michel Mouillart, et porte-parole de l’Observatoire du Crédit logement (la référence en matière d’analyse du marché de l’emprunt), évoquait un taux moyen compris dans une fourchette allant de 2,75% à 3,25%. Selon lui, de tels taux permettraient au marché du crédit de rebondir de 10% en 2025. Pour un emprunt sur 10 ans, il est déjà possible d’obtenir moins (2,8% chez Cafpi).

**Pouvoir d’achat.** Pour l’heure, « les banques anticipent la baisse des taux que devrait annoncer la BCE le 12 septembre, explique Caroline Arnould. En fin de semaine dernière, le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a lui aussi lancé le signal d’une diminution des taux directeurs. La baisse ininterrompue des taux entamée en janvier va donc perdurer ». Chez le courtier Cafpi, le taux moyen sur 20 ans, la durée la plus accordée, ressort désormais à 3,56% contre 4,33% en janvier. Si l’on ajoute la baisse des prix des logements dans les grandes villes, le gain de pouvoir d’achat immobilier commence à être intéressant : +4 m² à Bordeaux et Montpellier, +5 m² à Marseille et Strasbourg, ou encore +9 m² à Nantes (d’après les calculs de Cafpi pour 1000 euros de mensualités sur 25 ans, au 2 septembre).

« Nous avons enfin atteint un point de bascule positif, analyse Pierre Chapon, président du courtier Pretto. Plusieurs facteurs amorcent une reprise du marché. Les banques, qui ont passé dix-huit mois à enregistrer peu ou pas de dossiers d’emprunt immobilier, sont de nouveau en conquête de clients. Ensuite, les emprun-

teurs ont gagné 8 à 9% de capacité d’emprunt par rapport à la fin de 2023, rien qu’avec la baisse des taux ! Enfin, les salaires ont encore augmenté et l’inflation est maîtrisée (1,9% en août) ». A ces trois facteurs favorables s’ajoute le stock assez dense de logements à la vente, faute de transactions, qui devraient encourager les acheteurs à négocier. « C’est le moment d’acheter ! », résume Caroline Arnould, tout en rappelant qu’il vaut mieux se présenter sous son meilleur profil pour obtenir le meilleur taux. « Être en contrat à durée indéterminée et avoir un apport bien entendu, mais aussi de l’épargne ou tout au moins être en capacité de pouvoir épargner régulièrement. Les banques recherchent ceux qui peuvent potentiellement souscrire des produits d’épargne, détaille-t-elle. Il faut aussi avoir une bonne gestion de ses comptes, à savoir pas d’incidents de paiement ni être un habitué... des jeux d’argent ». Les débits réguliers pour paris sportifs en ligne, par exemple, dont devenus rédhibitoires. Et la ferveur des JO n’y changera rien.

# Le projet de loi travailliste prévoit une période de transition avant la création de Great British Railways

## En Grande-Bretagne, les députés sur le point de voter la renationalisation du rail

### Dysfonctionnements

Les trains britanniques figurent parmi les plus chers d’Europe alors que **la fragmentation du système entre opérateurs privés, résultat de la réforme de 1993, nuit à son efficacité.**

Chloé Goudenhooff (à Londres)

LA RÉFORME du rail britannique, l’une des grandes promesses du Labour, ne se traduira pas par un électrochoc. Mais la transition proposée par le Labour n’en est pas moins radicale. Le chantier se décline en plusieurs projets de loi. Le premier, qui concerne la gestion des passagers, annule le système de concession mis en place en 1993 par le gouvernement conservateur de John Major lors de la privatisation des chemins de fer. Annoncé fin juillet, il va être soumis dès mardi à un vote dans la Chambre des Communes.

Les contrats des opérateurs privés actuels ne cesseront pas, a priori, de façon anticipée, mais ils ne seront pas renouvelés. En Angleterre, en Ecosse et au pays de Galles, le texte propose d’imposer aux ministres des Transports de désigner des opérateurs publics pour leur succéder à échéance. Le recours au privé ne serait plus autorisé que face à l’impossibilité de trouver un gestionnaire public.

Il existe aujourd’hui dix opérateurs ferroviaires privés de transport de passagers en Grande-Bretagne. Le gouvernement vise une

nationalisation d’ici à octobre 2027. Une fois cette transition réalisée, le système sera remodelé dans le cadre d’un autre projet de loi, plus vaste, portant création de Great British Railways. Ce nouveau service public sera responsable de la gestion du réseau ferroviaire et des dessertes de trains pour tous les passagers.

**Subventions.** Compte tenu de la majorité dont dispose le Labour aux Communes, le texte devrait passer l’étape du vote et partir à l’examen à la Chambre des Lords, l’équivalent du Sénat. Mais si se dégage une unanimité sur la nécessité de réformer le système, des inquiétudes demeurent. « Les travaillistes ont déci-

*L’augmentation des tarifs, engendrée notamment par les transferts des coûts vers les passagers, a aussi eu pour conséquence de réduire la demande*

dé de nationaliser tous les opérateurs ferroviaires, quelles que soient leurs performances. Une telle décision ne peut être fondée que sur l’idéologie, a commenté sur X Helen Whately, la ministre des Transports de “l’ombre” conservatrice. La nationalisation d’opérateurs

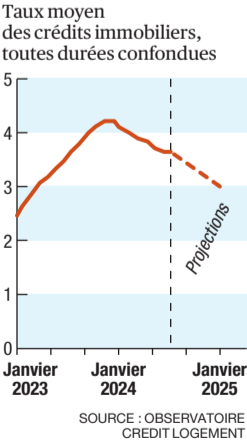
bien gérés ne fera pas baisser les tarifs et ne rendra pas les services plus fiables. »

Mais alors que les trains britanniques figurent parmi les plus chers d’Europe, la fragmentation du système, résultat de la réforme de 1993, est considérée comme la raison majeure de son dysfonctionnement. La faute, selon Dieter Helm, professeur en économie à l’Université d’Oxford, à une privatisation bâclée. « Le nouveau mode de fonctionnement permettait d’injecter davantage de concurrence dans le but de générer des gains d’efficacité et de réduire la capacité des syndicats à organiser des grèves à l’échelle nationale », écrit-il sur son blog. Mais l’universitaire regrette le choix d’un modèle inapproprié, similaire à celui de la gestion de l’électricité ou du gaz.

Sans responsable ou contrôleur global, ni billetterie unifiée au niveau national, le rail britannique était si mal en point que les conservateurs ont tenté de créer, en 2021, un organisme public pour limiter les effets de l’éclatement des opérateurs. Un projet qui n’a jamais abouti. L’augmentation des tarifs, engendrée notamment par les transferts des coûts vers les passagers, a aussi eu pour conséquence de réduire la demande, renforçant le sentiment de déclin du secteur. Résultat, les gouvernements ont été obligés de mettre la main à la poche. Selon le Bureau de l’audit national, rien que sur la période 2022-2023, le ministère des Transports a subventionné les opérateurs privés à hauteur de 3,1 milliards de livres (3,68 milliards d’euros).

@chloegouden

### Les taux repartent à la baisse



teurs ont gagné 8 à 9% de capacité d’emprunt par rapport à la fin de 2023, rien qu’avec la baisse des taux ! Enfin, les salaires ont encore augmenté et l’inflation est maîtrisée (1,9% en août) ». A ces trois facteurs favorables s’ajoute le stock assez dense de logements à la vente, faute de transactions, qui devraient encourager les acheteurs à négocier. « C’est le moment d’acheter ! », résume Caroline Arnould, tout en rappelant qu’il vaut mieux se présenter sous son meilleur profil pour obtenir le meilleur taux. « Être en contrat à durée indéterminée et avoir un apport bien entendu, mais aussi de l’épargne ou tout au moins être en capacité de pouvoir épargner régulièrement. Les banques recherchent ceux qui peuvent potentiellement souscrire des produits d’épargne, détaille-t-elle. Il faut aussi avoir une bonne gestion de ses comptes, à savoir pas d’incidents de paiement ni être un habitué... des jeux d’argent ». Les débits réguliers pour paris sportifs en ligne, par exemple, dont devenus rédhibitoires. Et la ferveur des JO n’y changera rien.

# La forte poussée de l’extrême droite et de l’extrême gauche nationaliste en Thuringe et en Saxe fragilise davantage l’actuelle coalition

## L’Allemagne risque de devenir ingouvernable

### Europe

À un an des législatives, Olaf Scholz, le chancelier social-démocrate, a qualifié d’« amers » les résultats de dimanche, qui illustrent l’impopularité du gouvernement qu’il dirige depuis fin 2021. L’Alternative pour l’Allemagne (AfD), parti anti-migrants, eurosceptique et pro-russe, est devenue la première force politique en Thuringe et talonne les conservateurs en Saxe, deux Länder de l’ex-RDA. **Olaf Scholz a exhorté « tous les partis démocratiques à former des gouvernements stables sans l’extrême droite.** L’AfD nuit à l’Allemagne. Elle affaiblit l’économie, elle divise la société et elle ruine la réputation de notre pays », a-t-il ajouté.

Jean-Dominique Merchet

COMME LA FRANCE l’est depuis bientôt deux mois, l’Allemagne serait-elle en train de devenir ingouvernable ? Les résultats des élections régionales de dimanche, en Saxe et Thuringe, provoquent un choc politique outre-Rhin, avec la forte progression de l’extrême droite (AfD) et de l’extrême gauche nationaliste (BSW). Pour la première fois depuis 1945, un parti aux accointances néonazies est arrivé en tête d’une élection. Trente-cinq ans après la réunification, l’est de l’Allemagne n’a pas rejoint les valeurs libérales majoritaires à l’Ouest : l’échec politique est patent.

Dans un an, le 28 septembre 2025, les Allemands seront appelés aux urnes pour des élections au niveau fédéral, alors que la coalition au pouvoir depuis fin 2021, déjà brinquebalante, semble moribonde. Cette crise politique simultanée dans les deux principaux pays de l’UE est de mauvais augure pour l’Europe tout entière. Sans dynamique franco-allemande, l’Europe risque la panne, alors que la situation internationale exigerait au contraire des initiatives ambitieuses. La guerre en Ukraine, une possible victoire de Donald Trump dans deux mois, la transition écologique et numérique... et pendant ce temps, Berlin et Paris se regardent le nombril, pour savoir qui pourrait diriger les affaires du pays.

**Déroute.** « Le gouvernement Scholz pourrait encore rendre service à l’Allemagne, en démissionnant », écrivait lundi matin l’éditorialiste de l’hebdomadaire *Stern*. Même s’il s’agit d’élections locales dans des régions de l’Est, où les grands partis de l’Ouest sont moins puissants, les scrutins de Saxe et de Thuringe sont une déroute pour les trois partis de la coalition (SDP, Verts et FDP) au pouvoir à Berlin. Ensemble, ils n’obtiennent qu’à peine plus de 10% des voix...

Il est toutefois très peu probable que cela entraîne la démission du gouvernement Scholz et la convocation d’élections anticipées. « Personne n’y a intérêt », assure Paul Maurice, secrétaire général du Comité d’études des relations franco-allemandes (Cerfa). « Ce serait comme une dissolution après des élections perdues... », ironise-t-il. D’autant que les trois partis de la coalition sont

*Le couple franco-allemand s’apprête à traverser de longs mois d’impuissance. Alors qu’une nouvelle Commission s’installe à Bruxelles, la relance du projet européen, telle qu’Emmanuel Macron l’avait appelé lors du deuxième discours de la Sorbonne, semble aujourd’hui bien improbable*

parvenus, début juillet et après d’âpres discussions, à s’accorder sur le budget 2025. Sur fond d’économie atone, la campagne électorale pour 2025 va, en revanche, s’engager rapidement - autant dire que l’Allemagne sera, dès les prochaines semaines, aux abonnés absents au niveau européen et international.

A un an des élections, le paysage politique semble plus éclaté que jamais, si l’on en croit



SIPA PRESS

Seul un Allemand sur trois estime que le chancelier **Olaf Scholz** fait du bon travail, sur fond de désaccords permanents entre les partis de la coalition.

les sondages. Mais l’histoire électorale récente a montré que les choses pouvaient beaucoup bouger, jusqu’à la veille du scrutin. A l’heure actuelle, les trois partis de la coalition n’obtiendraient ensemble qu’environ un tiers des voix. Les sociaux-démocrates (SPD) du chancelier Scholz sont autour de 15%, les Verts à 11-12% et les libéraux (FDP) à 4-5%, sachant qu’il faut franchir la barre des 5% pour avoir des élus au Bundestag. Autant dire que sa reconduction au pouvoir est, à ce stade, assez improbable. Depuis un an, le mécontentement s’est installé dans l’opinion publique, seul un Allemand sur trois estimant que le chancelier Scholz fait du bon travail, sur fond de désaccords permanents entre les partis de la coalition.

En face, la CDU/CSU (droite), principale force d’opposition arrive en tête des intentions de vote avec 31% des voix. C’est insuffisant pour gouverner et il lui faudra donc trouver des alliés. Son chef, Friedrich Merz incarne une ligne plus dure, plus à droite que ne l’était Angela Merkel. Il l’a encore prouvé la semaine dernière en demandant un fort durcissement de la politique migratoire, après l’attaque terroriste de Solingen, qui a fait trois morts.

La CDU de Friedrich Merz refuse néanmoins tout accord avec l’AfD (16 à 19% des intentions de vote). Certains responsables de ce parti, comme le leader en Thuringe Björn Höcke, sont proches des milieux néonazis. L’AfD est tellement radicale qu’elle a été jugée infréquentable par le RN, qui préfère siéger au Parlement européen avec les élus d’Orban plutôt qu’avec elle.

**Incertitude.** Si la question d’une coalition au niveau fédéral restera ouverte au moins jusqu’aux résultats de l’an prochain, elle se pose désormais dans les deux Länder de Thuringe et de Saxe. Les partis dits « de gouvernement » n’y ont pas la majorité. La CDU pourrait-elle conclure un accord avec le nouveau parti de Sarah Wagenknecht (gauche radicale pro-russe et anti-immigration) ? Si des compromis locaux sont possibles, leur impact national serait désastreux durant la campagne électorale qui s’ouvre : imagine-t-on le CDU de Merz, très atlantiste et favorable au capitalisme, s’entendre avec un parti aligné sur le Kremlin et d’inspiration communiste ? Les deux prochaines élections régionales, dans le Brandebourg le 22 septembre et à Hambourg en mars prochain, seront les derniers tests avant le scrutin fédéral de l’an prochain.

De même, la France pourrait vivre dans l’incertitude politique, avec l’absence de majorité à l’Assemblée et la menace permanente d’une censure ou de nouvelles élections l’été prochain. Le couple franco-allemand s’apprête à traverser de longs mois d’impuissance. Alors qu’une nouvelle Commission européenne s’installe à Bruxelles, la relance du projet européen, telle que le président Macron l’avait appelé de ses vœux lors du deuxième discours de la Sorbonne en avril dernier, semble aujourd’hui bien improbable.

Pourrait-elle toutefois avoir lieu avec la France et l’Allemagne au second plan ? Le repli simultané des deux pays sur leurs crises politiques intérieures offrira des opportunités à d’autres dirigeants, comme l’Italienne Giorgia Meloni, le Polonais Donald Tusk ou le Hongrois Viktor Orban. Et bien sûr aux responsables de l’UE, Ursula Von der Leyen en tête. Seront-ils capables de les saisir ?

@jdomerchet

# La politologue Hannah Katinka Beck décrypte les marges de manœuvre du parti d’extrême droite après sa victoire dimanche

## « Modifier la constitution sans l’AfD est à présent impossible »

### Populisme

**Dans le collimateur du renseignement intérieur pour sa dérive radicale, l’AfD dispose d’une minorité de blocage au parlement de Thuringe,** à la suite du scrutin de dimanche. Ce statut offre à l’extrême droite la possibilité de proscrire toute modification de la constitution locale, de perturber les institutions ou de monnayer son soutien, explique à l’Opinion l’analyste Hannah Katinka Beck.

Interview Luc André (à Berlin)

POLITOLOGUE, Hannah Katinka Beck a participé à un projet de recherche porté par le Verfassungsblog (Blog constitutionnel) qui a étudié les conséquences d’une arrivée au pouvoir de l’extrême droite dans ce Land issu de l’ex-RDA.

**L’AfD a obtenu une minorité de blocage au parlement de Thuringe. Quelles en sont les implications ?**

La minorité de blocage signifie qu’un groupe parlementaire possède plus d’un tiers des sièges. Ainsi ce parti peut bloquer toutes les décisions nécessitant une majorité des deux tiers. En Thuringe, cela concerne les modifications de la Constitution, la nomination des juges constitutionnels, la formation du comité parlementaire de désignation des juges. Cela concerne aussi la dissolution du parlement et la destitution de son président. Tout ceci ne fonctionnera pas sans l’AfD.

**Les neuf juges de la cour constitutionnelle de Thuringe doivent quitter leurs fonctions au cours de la législature. Que se passera-t-il si leurs remplacements sont bloqués ?**

D’après la législation actuelle, les juges peuvent rester en place, mais pas dans tous



DR

« L’AfD se plaindra certainement si elle n’obtient pas la présidence du parlement », anticipe **Hannah Katinka Beck**.

les cas, par exemple quand ils ont atteint la limite d’âge. Si le blocage se prolonge sur une longue période, alors la cour constitutionnelle n’aura pas le quorum pour prendre des décisions. Il est plus probable que l’AfD mette les autres partis sous pression avec l’arme du blocage et réclame en contrepartie des marchandages : la mise en œuvre de politiques d’extrême droite issues de son programme ou la nomination de ses candidats. Plus le blocage durera, plus l’AfD pourra mettre la pres-

sion aux autres formations.

**L’AfD a déjà usé de cette méthode en Thuringe ces dernières années. Que s’est-il passé ?**

La constitution du comité parlementaire de nomination des juges a été bloquée. Pendant plusieurs mois, aucune nomination n’a donc eu lieu. Des postes sont restés vacants, un certain nombre de dossiers n’ont pas pu être traités, des décisions importantes ont été reportées. Une importante vague de départs en retraite dans la magistrature va intervenir dans les prochaines années en Thuringe. A priori, il n’y aura pas assez de personnes pour les remplacer. Les partis démocratiques et l’administration font la promotion de ces postes de juges afin d’attirer des candidatures. Je crains néanmoins que de moins en moins de personnes ne veuillent venir en Thuringe car nous avons un puissant parti d’extrême droite radicale, autoritaire et populiste.

**Est-ce que des stratégies de contournement ont été développées ces dernières années ? La montée des scores de l’AfD n’est pas une surprise.**

Au « Blog constitutionnel », nous avons formulé une proposition : un blocage de la désignation des juges constitutionnels peut être contourné avec un mécanisme subsidiaire de nomination. Dans ce cas de figure, le parlement ne proposerait pas les candidats comme d’ordinaire mais la cour constitutionnelle elle-même. Les députés devraient ensuite élire ces juges avec une exigence de majorité abaissée. Cette proposition, qui nécessitait une modification de la constitution, n’a pas été mise en œuvre par les partis démocratiques. Et maintenant la modification de la constitution n’est plus possible sans l’AfD.

Est-ce que l’AfD pourra exercer de l’influence sur la commission parlementaire contrôlant le service régional de renseignement intérieur ?

La procédure a été modifiée de manière à ce que tous les partis ne doivent pas être représentés. Il suffit d’avoir une représentation « appropriée » de l’opposition et de l’exécutif. L’AfD n’est pas obligée d’y siéger. La commission s’est constituée au cours de la législature précédente avec quatre membres sur cinq de manière à ne pas avoir à le faire au cours de la législature à venir. Elle a le droit de fonctionner jusqu’à la fin de celle-ci. L’AfD a exercé un recours mais il a été rejeté par la cour constitutionnelle de Weimar.

**En tant que principal groupe parlementaire, l’AfD devrait, selon la tradition, obtenir la présidence du parlement...**

Le règlement prévoit qu’elle a le droit de proposer un candidat ou une candidate. Si cette personne n’est pas élue lors des deux premiers tours, alors les autres partis peuvent proposer d’autres personnes. L’AfD se plaindra certainement si elle n’obtient pas ce poste. Il y a toutefois une inconnue. Le doyen des parlementaires est a priori un député de l’AfD. Il présidera la première session où le président du parlement est élu. Il pourrait utiliser cette fonction pour interpréter le règlement au profit de son camp de manière qu’il présente ses candidats les uns derrière les autres en cas d’échec. Il n’est pas stipulé clairement dedans que les autres partis peuvent présenter des candidats. A un certain moment, les autres groupes pourraient s’interroger sur l’attitude à adopter si aucune majorité se dessine. Sans président, le parlement ne peut pas être constitué et ne peut commencer véritablement ses travaux.

**Les résultats en Thuringe devraient-ils inciter les autres Länder à mieux protéger leurs institutions ?**

Tant que l’AfD n’a pas de minorité de blocage les capitales régionales peuvent mettre en œuvre des garde-fous pour les éléments que nous avons identifiés dans notre projet sur la Thuringe. Toutefois, il existe peu de modifications constitutionnelles permettant une meilleure résilience de l’Etat de droit qui ne franchit la ligne rouge de l’autoritarisme. Prenons l’exemple d’un abus du droit de poser des questions au gouvernement qui mobilise énormément de ressources administratives. L’AfD a adopté cette méthode en Thuringe ces dernières années. On ne doit pourtant pas supprimer ce droit car cela nuirait à la démocratie. Le pouvoir de contrôle de l’opposition sur l’exécutif serait limité. Nos propositions concernaient la Thuringe et il faudrait voir comment elles peuvent être appliquées dans d’autres Länder, chacun ayant ses lois et sa constitution.

Il faut préciser que les juristes sont partagés sur les mesures à prendre. Certains disent qu’une majorité des deux tiers n’est pas forcément nécessaire. Pour moi, elle est très importante pour la désignation des juges constitutionnels afin d’assurer le succès de candidatures découlant d’un accord en amont entre les partis. On ne dispose que de peu de travaux scientifiques sur l’obstruction parlementaire, à savoir quand les droits de la minorité commencent et s’arrêtent.

**Des propositions ont été présentées voilà quelques semaines pour sanctuariser la Loi fondamentale et la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Les bons enseignements ont-ils été tirés ?**

Je suis très contente que notre argumentation ait trouvé un écho au niveau fédéral et que certaines mesures soient retenues. Mais cela ne va pas assez loin. On peut toujours supprimer, avec une loi simple, la nécessité d’un vote à la majorité des deux tiers pour la désignation des juges de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

**Parmi les propositions figurent la volonté de fixer dans la Loi fondamentale le caractère contraignant des décisions de Karlsruhe. On le voit à l’étranger, l’exécutif peut simplement ignorer les décisions. Que faire alors ?**

Si le gouvernement régional refusait d’appliquer une décision, on pourrait utiliser à partir d’un certain moment l’instrument de la contrainte fédérale. Mais cette norme n’a jamais été utilisée. On ne sait pas quand et comment y recourir.

Près de 500 000 citoyens ont manifesté lundi pour exiger la libération des otages détenus par le Hamas

## Netanyahu tente de résister à la mobilisation des Israéliens

### Tournant ?

« Nous sommes proches d’un accord pour la libération des otages, mais je ne pense pas que Netanyahu en fasse assez », a déclaré lundi Joe Biden. **Les négociations se poursuivent sous l’égide de l’Egypte et du Qatar.**

Pascal Airault

« POURQUOI SONT-ILS TOUJOURS À GAZA ? », a-t-on entendu lundi dans les manifestations en Israël. Une mobilisation de très grande ampleur pour pousser le gouvernement à conclure un accord de cessez-le-feu. Manifestant depuis des mois, les familles des victimes et les opposants à la refonte judiciaire voulue par Benjamin Netanyahu ont été rejoints par le principal syndicat des travailleurs du secteur public du pays, la fédération Histadrout, qui avait appelé à une journée de perturbations à l’échelle nationale.

Historiquement, la Histadrout était plutôt réputée proche de la gauche israélienne. Présidée par Arnon Bar-David, elle se veut apolitique mais entretient aujourd’hui d’excellentes relations avec les partis centristes. Le Forum des entreprises d’Israël, rassemblant les plus grands groupes privés du pays, s’est joint à la grève générale ainsi que plusieurs municipalités dont Tel-Aviv. Conséquences : beaucoup de centres commerciaux, de banques, de services du gouvernement étaient à l’arrêt lundi. De nombreuses écoles n’ont pas ouvert toute la journée, des crèches et jardins publics étaient fermés. Et le trafic aérien était également perturbé à l’aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv.

Cette mobilisation a été déclenchée par la découverte par l’armée israélienne, dimanche, de six nouveaux corps d’otages exécutés par le Hamas à Gaza. Or, ces Israéliens étaient sur la

### Les milieux économiques se plaignent. Beaucoup de cadres sont mobilisés dans la bande de Gaza. De nombreuses start-up ont fermé

liste des otages libérables des mains du mouvement terroriste palestinien. Des preuves de vie avaient été données par le Hamas en avril dernier, notamment une vidéo montrant Hersh Goldberg-Polin, l’un des otages. Cinq d’entre eux avaient été enlevés au festival de musique techno Nova, le 7 octobre.

Près de onze mois après le début du conflit, un sentiment de grande lassitude envahit les Israéliens. « Le prix de la vie est très important en Israël, témoigne un diplomate israélien. C’est très frustrant de savoir que le gouvernement aurait pu épargner leur vie. Le Hamas mène une guerre psychologique pour diviser notre pays ».

**Divergences.** Le Hamas cherche clairement à semer la division au sein du pouvoir. Dimanche, la presse israélienne a révélé des divergences entre le ministre de la Défense, Yoav Gallant, et le Premier ministre ainsi que ses alliés des partis d’extrême droite. Yoav Gallant plaide pour la conclusion d’un accord et considère que le contrôle par Tsahal du corridor de Philadelphie - séparant l’Egypte de Gaza - est une « contrainte inutile ».

Il a le soutien de la hiérarchie militaire. C’est l’un des principaux points d’achoppement des négociations en cours avec le Hamas. Or, Benjamin Netanyahu insiste pour conserver le contrôle du corridor. Selon lui, c’est le seul moyen d’éviter le ravitaillement en armes du Hamas.

Pour l’instant, Benjamin Netanyahu conserve l’appui des principaux ministres. Ses deux alliés d’extrême droite, Itamar Ben-Gvir (Sécurité nationale) et Bezalel Smotrich (Finances) l’appellent à la plus grande fermeté. Yariv Levin

(Justice) et Israël Katz (Affaires étrangères) se tiennent aussi du côté du Premier ministre. Il reproche à Gallant de trop communiquer, donnant des indications au Hamas qu’Israël est prêt à faire des concessions.

Pour Yoav Gallant, c’est un devoir moral de libérer les otages. Les opposants centristes, Benny Gantz et Yaïr Lapid, partagent la même position et accusent Benjamin Netanyahu de prolonger le conflit pour sa survie politique alors que sa cote de popularité a baissé depuis le 7 octobre. Le Premier ministre marche sur un fil : il doit maintenir l’unité de sa coalition unie alors que les pressions intérieures et extérieures, celles des Américains et Européens, s’intensifient pour la conclusion d’un cessez-le-feu.

Et les milieux économiques se plaignent. Beaucoup de cadres sont mobilisés dans la bande de Gaza. De nombreuses start-up ont fermé ou réduit leur activité au cours de l’année écoulée. Selon Tsahal, il reste actuellement 101 otages dans la bande de Gaza mais 34 d’entre eux seraient morts. « La grève générale, déclarée illégale par la justice israélienne car “politique”, ne devrait pas se poursuivre, prédit le diplomate. Mais la pression sur le gouvernement Netanyahu ne va pas s’estomper, les terroristes du Hamas vont continuer à jouer sur le sort des derniers otages ».

@P\_Airault

## En lançant la construction de 7 nouveaux sous-marins, les autorités taïwanaises adressent un message clair à Pékin

## Taiwan renforce ses capacités de défense face à la Chine

### Toujours plus

**Le ministère de la Défense taïwanais envisage de quintupler ses commandes de lance-missiles sol-air Stinger aux Etats-Unis.**

Claude Leblanc

ALORS QUE LA SEMAINE DERNIÈRE sur l’île de Quemoy, le président taïwanais commémorait le 66<sup>e</sup> anniversaire de la crise du détroit de Taïwan, déclarant notamment que « nous ne cherchons plus à reconquérir la Chine continentale, mais nous ne voulons pas non plus être gouvernés par le Parti communiste chinois », son gouvernement dévoilait sa proposition de budget consacré à la défense, en augmentation de 8% par rapport à l’année dernière. Parmi les dépenses programmées figurent 7 nouveaux sous-marins, signes de sa détermination à dissuader Pékin de s’attaquer au territoire au moment où il marque davantage le désir des Taïwanais de se découpler de la Chine.

Le porte-parole du cabinet, Chen Shih-kai, a déclaré que les sous-marins seraient construits entre 2025 et 2038 dans le cadre du programme de sous-marins de défense taïwanais. « Le gouvernement s’est engagé à maintenir la paix et la stabilité dans la région Indo-Pacifique, à renforcer continuellement les capacités de défense nationale et à mettre en œuvre des politiques telles que la production locale de navires et d’aéronefs afin de construire un Taïwan résilient et de sauvegarder la souveraineté nationale », a-t-il déclaré.

**Production nationale.** L’expansion de la flotte sous-marine intervient dans un contexte d’escalade des tensions entre Pékin et Taipei. Selon une étude taïwanaise, la Chine a dépensé quelque 15 milliards de dollars en 2023, soit 7%

Forza Italia veut faciliter l’acquisition de la nationalité. La Ligue est, au contraire, hostile à toute modification

## En Italie, le débat sur la nationalité gêne la coalition

### Grand écart

La législation italienne, basée sur le droit du sang, date de 1992, époque où l’immigration était un phénomène résiduel. **Aujourd’hui, dans la péninsule, plus d’un million de mineurs sont étrangers. Une situation qui commence à poser des problèmes d’équité.**

Francesco Maselli (à Rome)

EN ITALIE, avec l’arrivée de la droite au pouvoir, toute réforme de la loi sur la nationalité semblait enterrée. Ses dix dernières années, le Parlement transalpin avait, sans y parvenir, essayé à plusieurs reprises de modifier les règles en vigueur depuis 1992. En 2015, la tentative de réforme de Matteo Renzi pour introduire, sous certaines conditions, le droit du sol, s’était heurtée à l’hostilité du Sénat. Et, au cours de la dernière législature, plusieurs discussions et propositions n’avaient pas abouti.

Mais le récent recentrage politique de Forza Italia, allié incontournable de Giorgia Meloni au Parlement, a remis au premier plan le besoin de disposer d’une réglementation plus adaptée à la situation actuelle du pays. Ciblant de plus en plus l’électorat modéré, le leader du parti, le ministre des Affaires étrangères Antonio Tajani, a deman-

dé cet été à son groupe parlementaire de présenter prochainement une proposition de loi en ce sens. Il aimerait introduire le « ius scholae », qui donnerait la possibilité aux enfants d’étrangers d’obtenir automatiquement la nationalité après dix ans de scolarité en Italie.

Aujourd’hui, la législation s’appuie principalement sur le droit du sang : toute personne née de parents italiens est considérée comme italienne, quel que soit son lieu de naissance. Il est également possible d’acquérir la nationalité par mariage avec un citoyen italien ou après dix ans de résidence, à condition de pouvoir démontrer un revenu suffisant et de ne pas avoir d’antécédents judiciaires. Ce délai est ramené à quatre ans pour les citoyens européens. Les résidents nés en Italie de parents étrangers peuvent aussi demander la nationalité une fois majeurs. Une sorte de droit du sol a posteriori.

L’Italie est traditionnellement un pays d’émigration, ce qui explique la philosophie de la législation existante : le but de l’Etat a toujours été de préserver les droits des enfants d’Italiens qui avaient décidé de s’établir à l’étranger. Mais depuis le début des années 1990, la société transalpine a évolué. A l’époque, l’Italie n’avait pas connu de vagues d’immigration, la population était très homogène, et la question des enfants d’étrangers résiduelle.

**Descendants.** Le contexte est désormais est différent. Sur 59 millions d’habitants, plus de cinq millions - dont 1,2 million de mineurs - sont étrangers. La loi a des conséquences paradoxales : des millions de descendants de citoyens italiens, vivant notamment en Amérique du Sud, disposent de la nationalité sans jamais avoir mis

### « Trop de passeports sont accordés à des personnes qui ne sont pas intéressées de venir en Italie »

les pieds dans le pays, alors que des enfants y ayant fait toute leur scolarité doivent attendre leur majorité pour la demander, au prix d’une procédure très longue que décrite comme « humiliante » par certains.

Faisant d’une pierre deux coups, Forza Italia aimerait, dans sa proposition, traiter la question des personnes devenant italiennes grâce à leurs ancêtres sans avoir le moindre lien avec la péninsule : « Trop de passeports sont accordés à des personnes qui ne connaissent pas l’italien, ne veulent pas l’apprendre et ne sont pas intéressées de venir en Italie. En Amérique du Sud, nos ambassades sont sous pression de gens qui veulent des passeports européens pour se rendre aux Etats-Unis. Nous avons aussi observé que certains falsifient leur arbre généalogique », a expliqué Antonio Tajani. L’Argentine abrite la première communauté italienne à l’étranger - 921 000 personnes -, alors que le Brésil - 558 000 - se classe au pied du podium, derrière l’Allemagne et la Suisse.

La proposition de Forza Italia ne fait pas l’unanimité. A gauche, où l’ambition est d’introduire le droit du sol, elle est jugée trop timorée, tandis qu’au sein de la coalition de droite au pouvoir, la Ligue est farouchement opposée à toute modification : « Ça ne sert à rien, la loi actuelle est efficace, les personnes qui souhaitent devenir italiennes après leurs 18 ans peuvent déjà faire une demande. Je ne comprends pas l’empressement de certains à accélérer le processus », a ainsi rétorqué ce week-end Matteo Salvini.

La présidente du Conseil, Giorgia Meloni, qui doit gérer les divisions entre ses alliés, n’a pas pour l’instant pris position, même si son parti rappelle que le « ius scholae » « ne figure pas dans le programme de gouvernement ». En 2022, elle se disait pourtant favorable à la possibilité de « reconnaître » la nationalité après dix ans de scolarité. Selon les sondages, c’est le cas aujourd’hui de plus de 50% des Italiens.

@FrMaselli

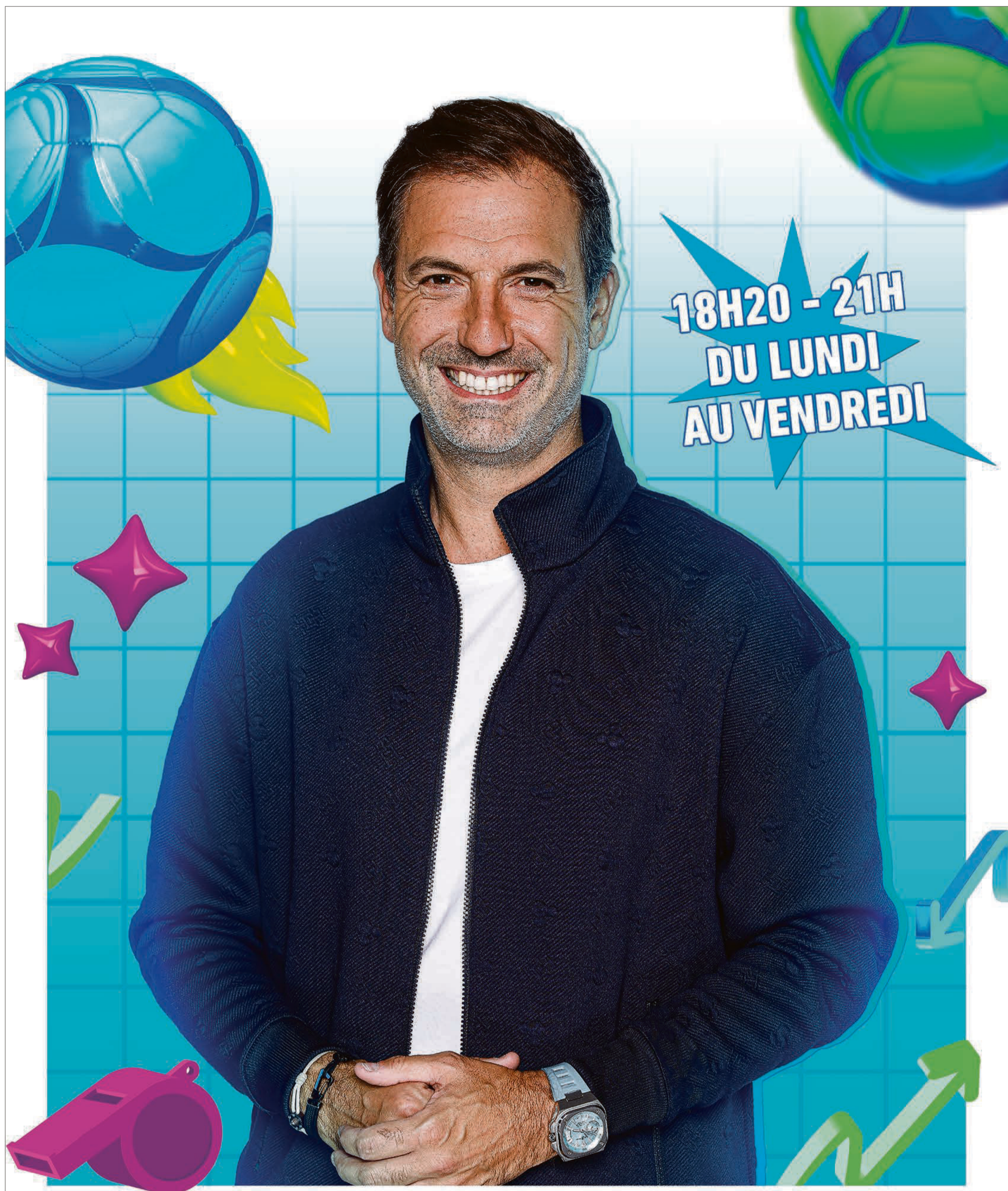
**l’Opinion** BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - [www.lopinion.fr](http://www.lopinion.fr) - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L’OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : [abonnements@lopinion.fr](mailto:abonnements@lopinion.fr). Formule d’abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier



7H-9H  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l’Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdie*





# ***L'ÉQUIPE DE GREG***

**Décryptages & analyses, supplément fous rires**

la chaine ***L'ÉQUIPE***

# Ces dangereux narcotrafiquants qui sèment le chaos en Europe de l'Ouest

AMSTERDAM – Pendant longtemps, une grande partie de l'Europe occidentale a pensé que le crime organisé n'était qu'une menace lointaine. Mais la violence impitoyable des gangs criminels l'a rattrapée et ébranle désormais la paix dans certaines des sociétés les plus sûres du monde.

La Suède affiche désormais le taux d'homicides par arme à feu le plus élevé du Vieux continent tandis que son armée doit aider la police à lutter contre les gangs de rue. Au Danemark, les habitants de la commune de Christiania ont fermé leur célèbre marché de cannabis en plein air après que des gangs violents en ont pris le contrôle. En Belgique, les camions de la douane transportant de la cocaïne saisie sont désormais protégés par des forces de sécurité armées afin d'empêcher les criminels de la récupérer.

Mais c'est aux Pays-Bas, longtemps connus pour leur attitude tolérante à l'égard des drogues récréatives, que l'on a pu observer, en début d'année, l'une des manifestations les plus alarmantes de ce que le commerce de la drogue au XXI<sup>e</sup> siècle a provoqué dans des sociétés européennes longtemps pacifiques.

Le baron de la drogue néerlandais Ridouan Taghi était considéré comme si dangereux qu'il a été jugé dans un entrepôt transformé en véritable bunker, à Amsterdam. Le bâtiment était gardé par des centaines de membres des forces spéciales, tous masqués, et par des drones qui tournoyaient au-dessus pour empêcher toute évasion. Les juges qui l'ont déclaré coupable d'avoir participé à cinq meurtres et deux tentatives de meurtre avaient leurs visages cachés et leurs noms sont restés secrets.



SIPA PRESS

Des forces de l'ordre montant la garde devant la prison de haute sécurité de Vught, aux Pays-Bas.

« Il a réussi à semer la peur dans l'esprit des gens », se désole Ulysse Ellian, un député néerlandais, à propos de M. Taghi, qui a été condamné à la prison à vie.

Au cours des six années de procédure judiciaire qui

ont abouti à sa condamnation, trois personnes liées au témoin vedette de l'accusation ont été abattues dans les rues d'Amsterdam : son frère, son avocat et un célèbre journaliste spécialisé dans les affaires criminelles qui

avait rejoint l'équipe d'avocats du témoin.

« Nous avons déjà vu des meurtres. Ce qui est nouveau avec Taghi, c'est qu'il s'en prend aussi à des personnes qui ne font pas partie du milieu criminel :

le frère du témoin vedette, un avocat, un journaliste », souligne Robby Roks, professeur associé de criminologie à la faculté de droit Erasmus de Rotterdam. L'affaire, ajoute-t-il, « met en avant toutes ces questions sur ce

que ces criminels aux ressources apparemment illimitées peuvent faire depuis la prison ».

À la fin du mois dernier, le fils de M. Taghi, Faissal, âgé de 23 ans,

*Lire NARCOS en page II*

## Le plan du général ukrainien qui a attaqué la région de Kursk a surpris ses propres troupes

SOUUMY, Ukraine – Fin juillet, le plus haut responsable militaire ukrainien a organisé une réunion secrète avec de hauts gradés pour leur dévoiler un plan audacieux visant à relancer les initiatives mili-

taires de Kiev, en perte de vitesse.

Le général Oleksandr Syrsky leur a annoncé que l'armée ukrainienne allait retourner la situation en lançant la première invasion à grande échelle de la Russie depuis

la Seconde Guerre mondiale. Pour l'un des participants, un officier supérieur de la 61<sup>e</sup> brigade mécanisée, la première réaction a été la stupeur.

« Où allons-nous ? », se souviens'être demandé le lieutenant-colonel Artem Kholodkevych.

Lorsque cette opération audacieuse a été lancée le 6 août, elle a également médusé la Russie. Les troupes ukrainiennes ont franchi les faibles défenses frontalières et se sont rapidement emparées d'une centaine de villes et de villages dans la région de Kursk, en Russie. L'invasion a planté une épine dans le pied de Vladimir Poutine, a remonté le moral des Ukrainiens après une année de guerre défensive épuisante et a montré aux Etats-Unis ainsi qu'à d'autres soutiens que l'Ukraine avait encore un fort esprit combatif.

« Nous avons fait voler en éclats le mythe selon lequel la Russie est un pays invincible, a af-

firmé M. Kholodkevych lors d'une interview. Nous avons fait quelque chose que personne n'avait fait depuis 80 ans. »

L'opération a braqué les projecteurs sur son architecte, le général Syrsky. Ce militaire âgé de 59 ans a été confronté à un défi de taille lorsqu'il a pris ses fonctions en février en succédant au très populaire général Valeri Zaloujny. Depuis, il s'est efforcé de conduire une guerre d'usure contre un ennemi beaucoup plus puissant.

L'incursion a, certes, pour l'instant, bouleversé le cours de la guerre, remettant l'Ukraine sur la voie de l'offensive. Le succès de l'opération dépendra toutefois de l'ampleur des gains ou des pertes qu'elle entraînera sur le champ de bataille – ou des dividendes politiques qu'elle produira, lesquels pourraient déboucher sur un soutien militaire accru de la part des Etats-Unis et de leurs alliés ou

*Lire GENERAL en page II*

## Aux Etats-Unis, les profs nagent en plein burn-out

Cette semaine, c'est la rentrée dans la plupart des classes américaines... Avec des enseignants d'ores et déjà démoralisés et épuisés.

Comportement des élèves, téléphones portables en classe, salaires de misère et triche à base d'intelligence artificielle : les quelque 3,8 millions d'enseignants américains déjà malmenés par la crise sanitaire entament l'année scolaire avec le moral en berne.

D'après un sondage réalisé par le think tank Rand, les profs qui estiment que le stress et les difficultés de leur métier « en valent la peine » ne sont plus que 42%, soit 21 points de pourcentage de moins que les autres professionnels ayant fait des études supérieures. En 2018, ils étaient 70% à dire que le jeu en valait la chandelle.

Dans les enquêtes et lors d'entretiens, les enseignants sont

nombreux à citer la stupéfiante envolée des problèmes de santé mentale et de comportement des élèves comme principale cause de burn-out. L'enquête Rand relève, elle aussi, que l'attitude des élèves est la première source de stress au travail des profs.

Cory Jarrell enseigne les mathématiques dans un lycée. Il a vu le comportement de ses élèves se dégrader et les réactions de sa hiérarchie se faire de plus en plus clémentes. Il doutait déjà de la capacité de son métier à être source d'évolution professionnelle quand, l'an passé, les établissements de son district ont adopté une nouvelle mesure : interdiction de mettre des zéros, même si l'élève ne rendait pas le devoir concerné. La goutte d'eau qui fait déborder le vase. « Quand j'ai commencé

*Lire PROFS en page II*



SIPA PRESS

Volodymyr Zelensky et le général Oleksandr Syrsky à Soumy, en Ukraine, le 22 août.

## GENERAL

Suite de la page 1

renforcer la position de Kiev lors de futures négociations de paix.

Dans cette quatrième semaine de l'incursion, les Ukrainiens continuent de gagner du terrain malgré l'envoi de renforts par Moscou. Au moins 2 000 soldats russes sont bloqués dos à une

## Le général Syrsky a choisi une cible que Moscou considérait comme inattaquable et dont la faible défense était principalement assurée par des conscrits

rivière. Selon les forces ukrainiennes, les tentatives répétées pour venir à leur secours à l'aide de ponts flottants ont échoué.

Certains stratèges militaires et soldats remettent en question l'opération de Kursk, estimant que le général Syrsky y consomme de précieuses réserves d'hommes et d'équipements, au moment où la Russie profite de la faiblesse des lignes de défense ukrainienne sur le front oriental pour poursuivre sa progression. Moscou a retiré plusieurs milliers de soldats d'Ukraine en réponse à l'incursion, tout en intensifiant ses assauts sur sa principale cible, Pokrovsk, une plaque tournante logistique essentielle pour les opérations ukrainiennes dans l'est du pays.

D'autres saluent cette initiative. Pour eux, l'Ukraine avait besoin d'abattre un joker pour changer la dynamique du conflit.

Kiev ne pouvait pas se permettre de continuer à essayer de gagner du temps en envoyant davantage d'hommes sur les lignes de défense, souligne le général de corps d'armée à la retraite Ben Hodges, ancien commandant de l'armée américaine en Europe. « Personne n'a assez de ressources pour tout faire, ajoute-t-il. Vous devez constamment déterminer les priorités, et choisir là où vous acceptez de prendre des risques. »

L'opération est également un pari risqué pour Volodymyr Zelensky, qui se trouvait pris en tenaille entre la progression lente mais inexorable des troupes de Moscou – qui veut prendre le contrôle de l'Ukraine – et la réticence de l'Occident à fournir suffisamment d'armes pour faire reculer les Russes.

« Il a compris qu'un seul acteur pouvait changer le statu quo, observe Mick Ryan, stratège militaire et général de division à la retraite de l'armée australienne. C'est risqué, mais audacieux. »

Mardi dernier, M. Zelensky a déclaré qu'il prévoyait de se rendre aux Etats-Unis en septembre pour présenter un plan de paix conçu en partie sur la base de la dynamique positive liée à cette opération.

### Un général capable d'agir « de manière inhabituelle et soudaine »

Le général Syrsky, mordu de fitness et passionné d'histoire militaire, jouissait d'une réputation mitigée parmi les soldats ukrainiens. Son image de général sévère et sec contraste avec celle de son prédécesseur, qui posait pour des selfies en faisant le signe V de la victoire.

Le général Syrsky a supervisé la défense de Kiev au début de l'année 2022, lorsque l'attaque russe sur la capitale ukrainienne a été repoussée, et la contre-offensive réussie dans la région de Kharkiv, au nord-est du pays, à l'automne suivant. Mais certains lui reprochent d'avoir subi de lourdes pertes en défendant Bakmut, la ville de l'est du pays dont la Russie



EMANUELE SATOLLI FOR WSJ

### Des soldats de la 22<sup>e</sup> brigade mécanisée ukrainienne, qui a participé à l'incursion surprise en Russie ce mois-ci.

s'est emparée en mai 2023 après des mois de combats violents.

L'opération de Kursk a été unanimement saluée pour sa planification, son caractère secret et sa rapidité d'exécution. Selon des analystes et des officiers ukrainiens, le général Syrsky a manifestement tiré des conclusions de l'échec de la contre-offensive ukrainienne au cours de l'été 2023. Kiev avait alors consulté Washington et d'autres partenaires occidentaux, déployé des brigades nouvellement formées et communiqué ses plans via des vidéos et des déclarations publiques.

Seul un petit nombre de hauts gradés a participé aux réunions animées par le général Syrsky en vue d'élaborer le détail des plans de l'incursion. Il a chargé des unités aguerries, comme les 80<sup>e</sup> et 82<sup>e</sup> brigades d'assaut aérien, de mener l'opération et n'a pas informé les Etats-Unis de ses projets.

Alors que la contre-offensive de l'année dernière visait les fortifications les plus solides de la Russie dans le sud, le général Syrsky a choisi cette fois-ci une cible que Moscou considérait comme inattaquable et dont la faible défense était principalement assurée par des conscrits.

« Le point fort de Syrsky est que c'est un général qui peut agir de manière inhabituelle, soudaine et inattendue pour l'ennemi, résume Serhiy Cherevatiy, son ancien conseiller en communication. Il sait que le rapport de force est disproportionné et que nous ne pouvons pas nous battre frontalement, alors il utilise la ruse et tous les atouts dont nous disposons. »

### Percer les lignes russes, isoler les troupes

Avant la réunion de juillet du général Syrsky avec les officiers supérieurs des unités sélectionnées pour l'opération, la 61<sup>e</sup> brigade avait passé des mois à s'entraîner dans l'est en vue de ce que les officiers supposaient être un nouvel engagement défensif. Même après l'annonce par le général que ces troupes iraient en Russie, Khodolkevych, un officier supérieur de la brigade, continuait à croire qu'il s'agissait d'un coup de bluff, destiné à tromper l'ennemi.

Le déploiement de la 61<sup>e</sup> brigade depuis l'est s'est accompagné d'une campagne de désinformation assurant qu'elle se dirigeait vers Vovchansk, une ville du nord

du pays attaquée depuis le mois de mai, période à laquelle la Russie avait, elle aussi, lancé une incursion transfrontalière.

En lieu et place, la brigade a participé à la deuxième vague d'unités ukrainiennes entrant dans la région de Kursk le 7 août. Alors que les troupes d'assaut, à bord de véhicules blindés rapides, s'enfonçaient en territoire russe en évitant de mener des assauts frontaux dans les villes et les villages, la 61<sup>e</sup> brigade nettoyait les poches constituées par des soldats isolés après cette percée fulgurante.

La rapidité de l'opération présente des similitudes avec l'offensive menée par le général Syrsky à Kharkiv, où il avait profité des points faibles des Russes pour percer leurs lignes, isoler des troupes et reprendre des pans entiers de territoire.

Aujourd'hui, l'Ukraine profite de l'impréparation russe pour frapper plus en profondeur, créant ce que M. Zelensky définit comme une zone tampon destinée à entraver les opérations militaires russes contre l'Ukraine. Les forces de Kiev continuent de faire de nouveaux prisonniers qui viennent grossir les rangs de ceux que l'Ukraine espère échanger

contre ses ressortissants détenus en Russie. L'Ukraine utilise de nouvelles tactiques et de nouveaux équipements pour prendre le dessus dans les zones où les défenses russes sont plus faibles, notamment de petits drones kamikazes pour abattre des hélicoptères et des drones de surveillance.

Le commandant d'une unité de drones, surnommé Aristarkh, explique que cela permet à l'artillerie ukrainienne de se déplacer plus librement et d'être plus efficace contre ses cibles, car elle risque moins d'être repérée. Les équipes d'Aristarkh utilisent des drones d'attaque d'une portée d'une cinquantaine de kilomètres qui peuvent larguer des bombes aériennes sur des cibles stratégiques, notamment des canons de l'artillerie.

La Russie dispose au total de 30 000 soldats dans la région pour contrer l'offensive, a indiqué M. Syrsky mardi dernier. Certains d'entre eux ont été transférés d'Ukraine.

M. Syrsky a toutefois ajouté que Moscou ne redéployait pas ses troupes du front de Pokrovsk vers Kursk, comme l'espérait l'Ukraine, et qu'elle ne renforçait pas ses forces dans cette région.

Cette situation suscite des plaintes de la part des soldats ukrainiens basés dans l'est du pays, qui estiment que leurs actions défensives sont affaiblies au profit de l'offensive de Kursk.

Pour le général Hodges, le général américain précité, c'est d'un risque que M. Syrsky et ses conseillers ont sans doute anticipé et décidé de prendre.

« Il ne s'agit pas d'un concours de popularité, poursuit-il. Ce qui importe, c'est d'obtenir l'effet stratégique escompté, ce qui signifie qu'il faut accepter de courir des dangers dans d'autres régions. »

**James Marson**  
*Oksana Grytsenko et Ievgeniia Sivorka ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)*

*Edited from the original*

## PROFS

Suite de la page 1

d'enseigner, ce qui m'animait, c'est le fait d'apprendre et d'aimer apprendre, se souvient-il. Aujourd'hui, ce que je fais tient plus du baby-sitting que de l'enseignement. »

Il a démissionné cet été.

L'enseignement est depuis toujours une profession mal rémunérée, mais qui offre stabilité de l'emploi, bonne retraite et raison d'être. Sauf que, pour de plus en plus de profs, ça ne suffit plus.

Comme le révèlent les statistiques de plusieurs Etats américains, depuis deux ans, ils démissionnent en quantités inédites. Au Texas, en 2022 et 2023, le

nombre de démissions a dépassé de plusieurs milliers ce que l'Etat enregistrait avant la pandémie.

Cette année, la rentrée est, comme à l'accoutumée, marquée par l'enthousiasme et la fébrilité, mais aussi par une angoisse moins habituelle. Entre démissions et burn-out, les écoles doivent trouver des solutions pour que les élèves ne prennent pas de retard et faire face à un absentéisme chronique. Et, comme dans les autres professions où il sévit aussi, le burn-out des enseignants ne semble pas près de s'arrêter, déplorent ceux qui étudient le métier et les enseignants eux-mêmes.

« Plusieurs indicateurs montrent que l'état de santé du corps enseignant et son état au

sens large frôlent leur plus bas niveau depuis un demi-siècle », déplore Matthew Kraft, professeur à l'université Brown.

### Tensions en classe

Enseignante en primaire auprès d'enfants à besoins particuliers à Perrysburg, dans l'Ohio, Jessica Faust raconte que l'ampleur des problèmes scolaires et comportementaux des élèves la pousse à envisager sérieusement une démission. « On savait que la pandémie aurait un impact sur les enfants, mais je pense que personne ne s'était préparé à l'ampleur de cet impact ni à sa durée dans le temps », explique-t-elle.

Elle a commencé une thérapie et apprend à se focaliser sur les choses qu'elle peut contrôler. Et s'est rapprochée d'autres enseignants spécialistes des enfants à besoins particuliers pour exiger plus de soutien de l'administration. Elle a été un peu soulagée par le fait que son école recrute un enseignant supplémentaire, ce qui rend sa charge de travail moins écrasante, et fait preuve d'optimisme pour l'année qui s'annonce, même si les critiques des politiques et des médias, qui accusent les profs d'endoctriner les enfants et de les abreuver d'idées de gauche, la démoralisent.

« Aujourd'hui, les gens pensent que les enseignants sont contre les parents, alors que ce n'est pas le cas : on veut vraiment faire équipe avec eux », souligne-t-elle.

D'après une récente enquête menée par *Education Week*, seuls 18% des enseignants du public se disent pleinement satisfaits de leur travail ; ils étaient 46% à se dire plus ou moins satisfaits. La dernière fois que la revue avait posé la question (hors pandémie), c'était entre 1984 et 2012 : à aucun moment, sur cette période, le pourcentage d'enseignants très satisfaits n'avait été aussi faible.

Gina Dukes enseigne dans un lycée de Philadelphie à des jeunes qui se destinent aux

## « Plusieurs indicateurs montrent que l'état de santé du corps enseignant et son état au sens large frôlent leur plus bas niveau depuis un demi-siècle »

métiers de l'enseignement. Ils découvrent la théorie de l'éducation, font cours à des élèves plus jeunes et les accompagnent.

Les enquêtes révèlent que la plupart des enseignants ne recommanderaient pas leur profession aux autres. Mme Dukes, elle, veut simplement en brosser

un portrait réaliste. « J'essaie de leur montrer que, non, ce n'est pas du bonheur et des paillettes tous les jours, mais que ce qu'on ressent est extrêmement gratifiant », explique-t-elle.

Malgré les frustrations, près de trois enseignants sur quatre disent qu'ils sont heureux d'avoir choisi ce métier, d'après l'enquête Rand.

### Salaires et avantages

Le salaire est une autre source de stress pour les enseignants. Corrigée de l'inflation, la rémunération moyenne a chuté de 6% entre 2019 et 2021, et reste loin derrière de nombreuses professions.

Peter Galamaga, professeur d'anglais dans un lycée de New Hampshire, raconte que son fils, qui vient d'avoir son diplôme et a trouvé du travail dans le secteur de l'appareillage médical, gagne plus que lui, qui a trente ans de carrière.

« Ce n'est pas un métier qui rapporte », regrette-t-il.

D'autant que les profs n'ont pas pu profiter de l'avantage dont bénéficient de nombreux cols blancs depuis la pandémie : la possibilité de faire du télétravail de temps en temps.

« C'est évident : ça change la donne pour celles et ceux qui envisagent une carrière dans l'enseignement », soupire Melissa Arnold Lyon, qui enseigne à l'université d'Albany.

Stephen Staysniak, professeur d'anglais et de sciences sociales à New Haven, dans le

Connecticut, raconte que l'année scolaire passée a été particulièrement compliquée parce qu'il avait accepté de nouvelles missions : organiser des événements pour les terminales, diriger le comité de recrutement du proviseur et élaborer le programme d'un tout nouveau cours de journalisme qu'il propose.

Il a passé l'été à tenter de se reconnecter du travail et s'est juré de refuser de prendre davantage de responsabilités cette année.

« Par moment, on ne peut pas donner plus que ce qu'on a déjà donné », résume-t-il.

M. Jarrell travaille désormais comme analyste dans la conception de bâtiments industriels. Un boulot moins harassant, souligne-t-il. Le salaire est le même que quand il était enseignant, mais les perspectives d'évolution sont bien meilleures.

A propos de l'interdiction du zéro qui avait agacé M. Jarrell, Shain Bergan, porte-parole des écoles de Kansas City, a précisé que l'objectif était d'empêcher un seul zéro d'avoir un effet démesuré sur les moyennes des élèves, ajoutant que les copies rendues obtiendraient au moins 40% de la note maximale.

« Nous aurions aimé pouvoir apaiser les craintes de cet enseignant avant qu'il ne quitte la profession », a-t-il ajouté.

**Matt Barnum**  
*(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)*

*Edited from the original*



SIPA PRESS

### Les enquêtes menées outre-Atlantique révèlent que la plupart des enseignants ne recommanderaient pas leur profession aux autres.

## NARCOS

Suite de la page 1

a été extradé des Emirats arabes unis à la demande des autorités néerlandaises. Il est accusé de participer à une organisation criminelle impliquée dans le trafic international de stupéfiants, le blanchiment d'argent et la préparation de crimes violents. Il est actuellement enfermé dans la même prison de haute sécurité que son père.

M. Ellian, qui a été élu récemment au Parlement, fait campagne pour que les prisonniers dangereux soient tenus isolés des autres détenus et des gens de l'extérieur. Sans une action rapide, « nous prenons des risques énormes », explique-t-il. Selon lui, « plus vous arrêtez des types de ce calibre, plus cela devient urgent ».

Selon un rapport récent d'Europol, l'agence de coopération policière de l'Union européenne, et de l'EMCDDA, l'Obser-

## L'Union européenne considère désormais le crime organisé comme une menace pour les sociétés du Vieux continent, au même titre que le terrorisme

vatoire européen des drogues et des toxicomanies, plusieurs pays européens souffrent de « niveaux sans précédent de violence liée au marché de la drogue, notamment des meurtres, des actes de torture, des enlèvements et des actes d'intimidation ». Le rapport identifie 821 réseaux criminels d'importance préoccupante actifs dans l'UE. Ils comptent au total plus de 25 000 membres.

L'UE considère désormais le crime organisé comme une menace pour les sociétés européennes, au même titre que le terrorisme.

« La violence déstabilise la société et le contrat social que nous connaissons, souligne Claire Georges, porte-parole adjointe d'Europol. Elle s'exerçait autrefois davantage dans les lieux de transit, comme les aéroports, et au sein de groupes spécifiques. Aujourd'hui, la violence se répand de plus en plus dans les rues, avec le risque de toucher des civils. »



MARJON HOOGERVORST FOR WSJ

**Le député néerlandais Ulysses Ellian fait campagne pour que les prisonniers dangereux soient tenus isolés des autres détenus et de l'extérieur.**

Europol attribue cette violence à la mondialisation du commerce de la drogue, à l'augmentation de la culture de la coca en Colombie et à la fragmentation de la chaîne d'approvisionnement. Les gangs se sont implantés plus solidement dans les grands ports européens, notamment à Rotterdam, aux Pays-Bas, et à Anvers-Bruges, en Belgique.

En 2019, les saisies de cocaïne en Europe ont dépassé pour la première fois celles de l'Amérique du Nord, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. En 2021, année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, les autorités de l'UE ont saisi plus de 300 tonnes de cocaïne, ce qui constitue un record.

### Le baron de la drogue

M. Taghi, âgé de 46 ans, est né au Maroc. Il immigré avec sa famille aux Pays-Bas, pour s'installer près d'Utrecht, alors qu'il est encore enfant. Adolescent, il rejoint un gang qui sévit dans les centres commerciaux locaux, selon les médias néerlandais et un documentaire qui a été réalisé sur sa vie. Au début des années 2000, M. Taghi partage son temps entre Dubaï et le Maroc, depuis lequel il fait passer du haschisch en contrebande aux Pays-Bas, selon des articles de presse.

L'augmentation de la consommation de cocaïne en Europe incite les cartels sud-américains à se tourner vers ce marché vers 2008. M. Taghi se lance alors dans le trafic mondial de cocaïne. A un moment donné, son gang importe environ un tiers de toute la cocaïne entrant aux Pays-Bas, selon des documents de la police cités dans les médias néerlandais.

L'économie néerlandaise dépend depuis longtemps du commerce international. Le port de Rotterdam est d'ailleurs le plus grand d'Europe. « Tout ce qui rend les Pays-Bas attractifs pour l'économie légale les rend également attractifs pour l'économie illégale », observe Pieter Tops, professeur émérite à l'université de Leyde et auteur de plusieurs ouvrages sur les effets sociétaux du crime organisé.

Depuis les années 1970, des lois laxistes et contradictoires sur les stupéfiants ont favorisé l'émergence d'un milieu criminel. L'usage récréatif du cannabis est en effet légal mais sa production ne l'est pas. Cela a ouvert la porte de l'approvisionnement des « coffee shops » néerlandais à des groupes de la criminalité organisée. Les gangs se sont ensuite diversifiés dans le trafic de cocaïne et la production de substances synthétiques telles que l'ecstasy, précise Stijn Hoorens, directeur



SIPA PRESS

**Au Danemark, les habitants de la commune de Christiania ont fermé leur célèbre marché de cannabis en plein air après que des gangs violents en ont pris le contrôle.**

du bureau néerlandais du groupe de réflexion Rand et expert en politique des drogues.

Selon les procureurs néerlandais, les meurtres dont M. Taghi a été reconnu coupable ont commencé en 2015, lorsqu'il a ordonné l'assassinat du propriétaire d'un magasin de matériel d'espionnage qui avait remis à la police ses relevés de transactions, prouvant notamment la vente à son gang d'équipements de surveillance. Un blogueur spécialisé dans les affaires criminelles, qui avait publié le nom de M. Taghi, a ensuite été abattu à l'extérieur d'un sex-club au nord d'Amsterdam, même si un tribunal a par la suite jugé qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves pour affirmer qu'il était à l'origine du meurtre.

En 2016, M. Taghi s'est installé à Dubaï sous un faux nom et avec un faux passeport néerlandais, selon la police émiratie. Il a poursuivi ses affaires en Europe tout en restant hors d'atteinte des autorités néerlandaises.

C'est alors qu'il a été trahi. En 2017, un meurtre qu'il a commandité à Utrecht a mal tourné, selon les procureurs néerlandais, les tueurs à gage assassinant la mauvaise personne. L'intermédiaire qui avait organisé le meurtre s'est rendu à la police néerlandaise et a proposé de témoigner contre M. Taghi.

Après l'avoir inculpé par contumace de complicité dans six meurtres et plus d'une douzaine de tentatives d'assassinats, les autorités néerlandaises ont entamé des audiences préliminaires qui allaient s'étendre sur plusieurs années.

Un témoin de l'accusation, l'intermédiaire connu sous le nom de Nabil B., a payé le prix de sa trahison. Son frère a été abattu devant son bureau à Amsterdam, en 2018. Et l'année suivante, son avocat, Derk Wiersum, a été tué par un homme portant un sweat à capuche qui s'est ensuite enfui à pied.

Ce n'est pas la seule histoire choquante de crimes violents le concernant. En 2016, la tête décapitée d'un membre de gang a été déposée à la fenêtre d'un café d'Amsterdam, comme si elle regardait à travers. En 2020, la police a découvert des conte-

neurs d'expédition de marchandises transformés en chambres de torture insonorisées. Elles étaient équipées d'un fauteuil de dentiste avec des menottes ainsi que de pinces et de chalumeaux.

En 2019, la police de Dubaï a arrêté M. Taghi à l'issue d'une chasse à l'homme et l'a expulsé vers les Pays-Bas. Sur son BlackBerry crypté, la police a trouvé des photos d'une femme en train d'être torturée.

Il est resté enfermé dans une prison néerlandaise de haute sécurité pendant la procédure judiciaire. En 2021, le journaliste criminel le plus connu du pays, Peter de Vries, qui avait rejoint l'équipe juridique du témoin à charge, a été abattu à la sortie d'un studio de télévision à Amsterdam.

Le premier avocat de M. Taghi a été arrêté après qu'une enquête de police a révélé que les deux hommes avaient profité des

## La moitié des juges et procureurs néerlandais se sentent moins en sécurité dans leur travail en raison de menaces ou d'intimidations

réunions destinées à préparer le procès pour discuter de projets d'évasion. L'un des scénarios prévoyait que des mercenaires le fassent sortir de prison en mitraillant « à la manière des Navy Seals », selon une note qui a été interceptée. Sa deuxième avocate a été arrêtée parce qu'elle aurait transmis des messages à des personnes extérieures.

Pendant le procès, les autorités néerlandaises ont craint que les hommes de M. Taghi ne tentent de le faire évader en kidnappant des membres du personnel pénitentiaire et en forçant un échange. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a cessé de se rendre au travail à vélo et la princesse héritière Amalia a annulé sa pre-

mière année d'université, tous deux apparemment en raison de menaces d'enlèvement proférées par M. Taghi. Ces menaces ont été révélées dans le cadre d'un procès contre son cousin, arrêté alors qu'il agissait comme son avocat.

Selon une enquête réalisée l'année dernière, la moitié des juges et procureurs néerlandais se sentent moins en sécurité dans leur travail en raison de menaces ou d'intimidations, et près d'un tiers d'entre eux ont modifié leurs habitudes de travail, notamment en remplaçant leur nom sur les dossiers par un code.

### Le député

M. Ellian, un député d'origine afghane âgé de 35 ans, raconte que sa route a croisé pour la première fois celle de M. Taghi en 2018. Alors membre d'un conseil municipal, il a publiquement accusé l'Iran d'avoir commandité le meurtre d'un dissident iranien dans sa ville en 2015. L'homme reconnu coupable d'avoir organisé l'assassinat, Naoufal Fassih, était un tueur à gages de M. Taghi, selon l'acte d'accusation. Par l'intermédiaire d'un avocat, M. Fassih a déposé une plainte disciplinaire contre M. Ellian.

Le message implicite, selon ce dernier, était le suivant : « Nous t'observons. Arrête de parler ».

M. Ellian s'est alors lancé dans une carrière politique en s'engageant à affronter M. Taghi et d'autres prisonniers dangereux qui, selon lui, menacent la démocratie du pays.

En 2021, tout juste élu député de centre-droit, il se rend à Palerme, en Sicile, foyer historique de la mafia, pour s'informer sur le régime de l'article 41-bis qui, depuis le début des années 1990, permet au gouvernement italien d'imposer l'isolement quasi complet d'un prisonnier.

Il se déplace aussi dans le Colorado pour visiter la prison où est incarcéré le baron de la drogue mexicain Joaquín « El Chapo » Guzmán, qui s'est récemment plaint aux autorités de ne pas avoir été autorisé à parler à sa femme et à ses filles pendant sept mois.

M. Ellian souhaite que les Pays-Bas mettent en place un système similaire, aussi sévère qu'il est permis dans le cadre

de la législation européenne des droits de l'homme. Le Parlement néerlandais doit débattre d'une de ses propositions de loi qui vise à limiter à deux appels téléphoniques et à une visite par mois le nombre de contacts dont peuvent bénéficier les détenus à haut risque. En juin, il a réussi à obtenir environ 33 millions de dollars pour doter les prisons du pays de douze cellules de haute sécurité supplémentaires.

Par crainte de représailles de la part du gang de M. Taghi, M. Ellian bénéficie d'une protection policière de l'unité chargée de protéger la famille royale néerlandaise.

« Il ne s'agit pas pour moi d'une affaire personnelle même si ça pourrait l'être pour Taghi », affirme le député dans la voiture gouvernementale qui le ramène du Parlement chez lui, sirène hurlante, en grillant les feux rouges. A côté du chauffeur garde-du corps est assis un deuxième garde armé, en gilet pare-balles.

L'année dernière, M. Ellian a accompagné des membres du personnel de la prison de la ville de Roermond au cours d'une descente nocturne visant à confisquer des téléphones. Le visage recouvert d'une cagoule, il a suivi les gardiens alors qu'ils ouvraient les portes des cellules et utilisaient des chiens pour trouver des téléphones cachés.

Son activisme a attiré l'attention des détenus. Alors qu'il marchait dans une prison néerlandaise, un prisonnier a hurlé son nom. Lors d'une autre visite, raconte M. Ellian, un détenu l'a interpellé en criant : « Pourquoi essayez-vous toujours de nous rendre les choses plus difficiles ? »

Lors des audiences publiques de son procès, M. Taghi l'a accusé d'abuser de son pouvoir politique pour restreindre les droits des prisonniers. « Nous, Européens, tenons pour acquis la liberté et le fait de vivre dans un pays sûr. Mais il faut se battre pour cela, se justifie M. Ellian. Un pays libre peut se transformer très vite en quelque chose de très laid. »

**Sune Engel Rasmussen**

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

# Conférences *by* l'O<sup>pinion</sup>



## Ressources humaines : L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

**Jeudi 19 septembre 2024**

De 9h à 10h30, Paris 8<sup>e</sup>

Découvrir  
le programme  
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : [www.lopinion.fr/evenements](http://www.lopinion.fr/evenements)

En partenariat avec :

